

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45550]

**20 AVRIL 2023. — Décret modifiant le Livre TT du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

**Art. 2.** À l'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 33°, les mots « dans des lieux publics comme dans des lieux privés » sont insérés entre les mots « usages domestiques » et les mots « , quelle que soit » et les mots « d'une citerne collective, » sont insérés entre les mots « d'une prise d'eau privée, » et les mots « d'un camion- citerne »;

2° le 53° est remplacé par ce qui suit :

« 53° « fournisseur d'eau » : une entité fournissant des eaux destinées à la consommation humaine telle que l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau par canalisations, l'exploitant d'une prise d'eau privée ou d'une citerne collective qui permettent d'alimenter par des canalisations des consommateurs sans passer par un réseau public de distribution d'eau, ou l'opérateur qui fournit l'eau à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne; »;

3° le 54<sup>ter</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 54<sup>ter</sup> « installation privée de distribution » : les canalisations, appareillages et accessoires installés entre les robinets qui, dans des lieux publics comme dans des lieux privés, alimentent le bien immeuble et ses équipements en eau destinée à la consommation humaine et qui ne relèvent pas de la responsabilité du fournisseur. Lorsque le bien immeuble est raccordé à un réseau de distribution, l'installation privée de distribution commence au point de jonction; »;

4° il est inséré un 54<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« 54<sup>quater</sup> « lieux prioritaires » : les lieux non résidentiels et de grande taille, où de nombreux utilisateurs sont potentiellement exposés à des risques liés à l'eau, en particulier les lieux à l'usage du public, conformément au recensement réalisé par le Gouvernement wallon; »;

5° au 70°, les mots « compteur inclus » sont remplacés par les mots « point de jonction ».

**Art. 3.** Dans la Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre I<sup>er</sup>, section Ière, l'intitulé de la sous- section I<sup>e</sup> du même Code est remplacé par ce qui suit : « Objectifs et habilitations ».

**Art. 4.** L'article D.180 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.180. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires afin de garantir la salubrité et la propreté des eaux destinées à la consommation humaine ; ces mesures sont fondées sur le principe de précaution et n'entraînent en aucune manière, directement ou indirectement, une dégradation de la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine, dans la mesure où cela a une incidence sur la protection de la santé des personnes, ou un accroissement de la pollution des eaux utilisées pour la production d'eau potable.

§ 2. Sans préjudice des articles D.183, § 1<sup>er</sup>, et D.184, ainsi que du Fonds social de l'eau, le Gouvernement, en tenant compte des perspectives et des circonstances locales, régionales et culturelles en matière de distribution de l'eau, prend les mesures nécessaires pour améliorer ou préserver l'accès de tous aux eaux destinées à la consommation humaine, en particulier des groupes vulnérables et marginalisés.

À cette fin, le Gouvernement :

1° détermine les personnes qui n'ont pas accès ou qui n'ont qu'un accès limité aux eaux destinées à la consommation humaine, y compris les groupes vulnérables et marginalisés, et les raisons expliquant cet état de fait;

2° évalue les possibilités d'améliorer l'accès à l'eau pour ces personnes;

3° informe ces personnes des possibilités de connexion à un réseau de distribution ou d'autres moyens d'accès aux eaux destinées à la consommation humaine;

4° prend les mesures qu'il juge nécessaires et appropriées, y compris l'octroi des subventions, dans les limites de ses compétences, afin de garantir l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine pour les groupes vulnérables et marginalisés ; dans ce cadre, le Gouvernement peut lancer un appel à projets pour soutenir de nouvelles mesures collectives développées par des entités locales, des organismes publics ou d'autres personnes morales actives dans la protection des personnes vulnérables et marginalisées. Le taux de la subvention s'élève à maximum 50% du coût des acquisitions, travaux et honoraires.

Les dépenses admissibles portent sur l'installation d'une fontaine d'eau destinée à la consommation humaine ou d'autres équipements permettant d'accéder à l'eau destinée à la consommation humaine, dans des lieux publics désignés par le Gouvernement. Ces dépenses ne peuvent être couvertes par un autre mécanisme de subvention. Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure applicables dans le cadre de ces appels à projets.

§ 3. Le Gouvernement veille à ce que des informations adaptées et récentes concernant les eaux destinées à la consommation humaine soient disponibles, conformément aux modalités qu'il détermine, dans le respect des règles applicables en matière de protection des données. ».

**Art. 5.** L'article D.181 du même Code, abrogé par décret du 23 juin 2016, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. D.181. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres habilitations prévues à la présente section, compte tenu des objectifs formulés à l'article D.180, le Gouvernement :

1° fixe les normes de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour des valeurs paramétriques, microbiologiques, chimiques ainsi que, à des fins de contrôle, des paramètres indicateurs;

2° détermine les points de conformité des normes de qualité des eaux destinées à la consommation humaine;

3° prend les mesures nécessaires pour que l'approvisionnement, le traitement et la distribution des eaux destinées à la consommation humaine fassent l'objet d'une approche fondée sur les risques qui englobe toute la chaîne d'approvisionnement depuis la zone de captage jusqu'au point de conformité, en passant par le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution des eaux;

4° prend les mesures nécessaires pour l'évaluation des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que pour la gestion de ces risques;

5° prend les mesures nécessaires pour l'évaluation et la gestion des risques liés à chaque système d'approvisionnement englobant le prélèvement, le traitement, le stockage et la distribution des eaux destinées à la consommation humaine jusqu'au point de distribution;

6° fixe des valeurs paramétriques pour la surveillance et prend les mesures nécessaires pour l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, y compris dans des lieux prioritaires qu'il détermine, ainsi que fixe des exigences pertinentes pour les points d'échantillonnage en vue de la surveillance de ces paramètres;

7° fixe des exigences minimales pour les agents chimiques de traitement et les médias filtrants entrants en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine afin que les eaux mises à disposition des consommateurs respectent les exigences du présent chapitre;

8° prend les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'une surveillance régulière de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine soit effectuée;

9° fixe les modalités des mesures correctrices et des restrictions d'utilisation en cas de non-conformité aux normes de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'évaluation et la gestion des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine sont effectuées pour la première fois, au plus tard, le 12 juillet 2027. Cette évaluation et cette gestion des risques font l'objet d'un réexamen à des intervalles réguliers d'une durée maximale de six ans, compte tenu des exigences prévues à l'article D.168, et sont mises à jour le cas échéant. Cette évaluation est réalisée selon les points de prélèvement, par masse d'eau souterraine ou par masse d'eau de surface dans le cadre des plans de gestion des bassins hydrographiques tels que visés à l'article D.24, § 3.

En vue d'effectuer la caractérisation des zones de captage pour des points de prélèvement et de procéder à l'identification des dangers et des événements dangereux, le Gouvernement peut utiliser les informations recueillies conformément aux articles D.17, D.17-1, D.17-2 et D.168. Le Gouvernement peut recourir à la surveillance effectuée conformément aux articles D.19 et

D.168 ou à d'autres dispositions de la législation de l'Union européenne pertinentes qu'il détermine, aux fins de la surveillance appropriée dans le cadre de l'évaluation des risques dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines ou dans ces deux types d'eaux, y compris pour détecter de nouvelles substances nocives pour la santé humaine du fait de l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles les fournisseurs d'eau concernés peuvent avoir accès aux résultats obtenus dans le cadre de la surveillance appropriée réalisée en vue de l'évaluation des risques.

L'évaluation et la gestion des risques liés au système d'approvisionnement sont effectuées pour la première fois au plus tard le 12 janvier 2029. Cette évaluation et cette gestion des risques font l'objet d'un réexamen à des intervalles réguliers d'une durée maximale de six ans, et sont mises à jour le cas échéant.

L'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution est effectuée pour la première fois au plus tard le 12 janvier 2029. Cette évaluation des risques fait l'objet d'un réexamen tous les six ans et est mise à jour le cas échéant.

Les délais visés aux alinéas 2 à 6 n'empêchent pas le Gouvernement de faire en sorte que des mesures soient prises dès que les risques sont recensés et évalués.

§ 2. Le Gouvernement évalue les niveaux de fuite d'eau sur le territoire en utilisant une méthode appropriée et les possibilités d'amélioration de la réduction des fuites d'eau. Il en fixe les modalités au travers d'un plan d'action établissant un ensemble de mesures à prendre pour réduire ces fuites selon le cas par les fournisseurs ou par les gestionnaires de voiries sous lesquelles sont implantées des canalisations.

Le Gouvernement est habilité à définir la notion de fuite d'eau. ».

**Art. 6.** L'article D.182 du même Code, modifié par le décret du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.182. § 1<sup>er</sup>. Au sens de la présente section, l'on entend par :

1° « service désigné par le Gouvernement » : la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

2° « danger » : un agent biologique, chimique, physique ou radiologique dans l'eau, ou un autre aspect de l'état de l'eau, susceptible de nuire à la santé humaine.

§ 2. La présente section s'applique à toutes les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception :

1° des eaux minérales naturelles reconnues comme telles conformément à l'arrêté royal du 8 février 1999 concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source;

2° des eaux médicinales au sens de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments à usage humain;

3° des eaux destinées à la consommation humaine provenant d'une source individuelle fournissant moins de dix m<sup>3</sup> par jour en moyenne ou approvisionnant moins de cinquante personnes, sauf si elles sont fournies dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique.

§ 3. Les fournisseurs d'eau visés au paragraphe 2, 3°, s'assurent que la population concernée soit informée de l'exemption visée au paragraphe 2 et de toute mesure susceptible d'être prise pour protéger la santé humaine des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine.

En outre, lorsqu'il apparaît qu'il existe un danger potentiel pour la santé humaine du fait de la qualité de ces eaux, ils prodiguent rapidement aux consommateurs concernés les conseils appropriés.

§ 4. Les fournisseurs d'eau qui fournissent moins de dix m<sup>3</sup> d'eau par jour en moyenne ou qui desservent moins de cinquante personnes, dans l'exercice d'une activité commerciale, touristique ou publique, sont en outre soumis aux obligations édictées en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, aux dispositions visées aux articles D.183 et D.184 ainsi qu'aux dispositions visées aux articles D.188 à D.192, et aux dispositions arrêtées en vertu de ces articles. Cependant ils ne sont pas soumis aux dispositions de la présente section qui relèvent de l'évaluation et de la gestion des risques sanitaires de l'eau et qui sont adoptées en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°.

§ 5. En cas d'approvisionnement par une ressource alternative ou complémentaire à l'eau fournie par un réseau de distribution, le propriétaire assure une séparation complète, sans jonction physique, des deux circuits d'approvisionnement. ».

**Art. 7.** L'article D.183 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.183. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la salubrité et la propreté de l'eau ne sont pas assurées, la fourniture de l'eau destinée à la consommation humaine est interdite.

Sans préjudice de l'article D.192, les eaux destinées à la consommation humaine sont considérées comme salubres et propres si toutes les exigences suivantes sont remplies :

1° ces eaux ne contiennent pas un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé humaine;

2° ces eaux sont conformes aux valeurs paramétriques des paramètres chimiques et microbiologiques fixées par le Gouvernement, conformément à l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

En ce qui concerne les paramètres indicateurs, les valeurs paramétriques sont fixées uniquement à des fins de contrôle et en vue du respect des exigences énoncées aux articles D.188 et D.190.

Le Gouvernement fixe des valeurs pour des paramètres supplémentaires ne figurant pas dans les paramètres fixés en vertu des alinéas 2 et 3 lorsque la protection de la santé humaine l'exige. Les valeurs fixées satisfont, au minimum, aux exigences de l'alinéa 2, 1).

§ 2. Sans préjudice de l'article D.193bis, les fournisseurs se conforment aux autres mesures, exigences ou modalités arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre en cas de survenance d'événement portant atteinte à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Il précise les autorités publiques chargées d'intervenir et les mesures minimales à prendre par les fournisseurs afin d'éviter les dangers pour les consommateurs et de permettre le rétablissement de la salubrité et de la propreté de l'eau. ».

**Art. 8.** L'article D.184 du même Code, modifié par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.184. § 1<sup>er</sup>. Les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, sont respectées au point où :

1° pour les eaux destinées à la consommation humaine fournies par un réseau de distribution, au point où, à l'intérieur de locaux ou d'un établissement, les eaux sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour les eaux destinées à la consommation humaine;

2° pour les eaux destinées à la consommation humaine fournies à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, au point où les eaux sortent du camion-citerne ou du bateau-citerne;

3° pour les eaux destinées à la consommation humaine mises en bouteilles ou en récipients, en cas de défaillance du réseau de distribution suite à un non-respect des valeurs paramétriques ou de défaillance du réseau constatée en vertu de l'article D.190, au point où les eaux sont mises en bouteilles ou en récipients.

§ 2. Sans préjudice des mesures de gestion des risques liés à l'installation privée de distribution dans les lieux prioritaires arrêtés par le Gouvernement, le fournisseur est réputé avoir accompli ses obligations au titre des articles D.183, § 1<sup>er</sup>, et D.190, § 2, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien.

§ 3. Sans préjudice de l'article D.193bis, lorsqu'il y a un risque que les eaux ne respectent pas les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, le fournisseur :

1° prend des mesures appropriées pour réduire ou éliminer ce risque, en conseillant les propriétaires sur les éventuelles mesures correctrices à prendre et, si ce risque est étendu à l'ensemble d'une zone de fourniture d'eau, prend d'autres mesures, telles que des techniques de traitement appropriées, pour modifier la nature ou les propriétés des eaux avant qu'elles ne soient fournies, de manière à réduire ou à éliminer le risque de non-respect des valeurs paramétriques après la fourniture;

2° informe et conseille les consommateurs concernés au sujet d'éventuelles mesures correctrices supplémentaires à prendre. ».

**Art. 9.** L'article D.185 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.185. Les fournisseurs participent selon les modalités déterminées par le Gouvernement à l'évaluation des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine qui relèvent de leur système d'approvisionnement.

Les fournisseurs d'eau qui, en vertu de l'article D.19, effectuent l'opération de surveillance dans les zones de captage pour des points de prélèvement, ou dans les eaux brutes, communiquent au service désigné par le Gouvernement, les résultats relatifs aux paramètres, substances ou polluants faisant l'objet de la surveillance, ainsi que les nombres ou concentrations inhabituels relevés pour ces paramètres, substances ou polluants. ».

**Art. 10.** L'article D.186 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.186. Le fournisseur évalue et gère les risques liés à son système d'approvisionnement, conformément aux modalités fixées par le Gouvernement.

Sont exemptés de l'exigence de procéder à l'évaluation et à la gestion des risques liés au système d'approvisionnement, les fournisseurs d'eau qui ne sont pas distributeurs et qui fournissent en moyenne entre dix m<sup>3</sup> et cent m<sup>3</sup> par jour ou qui approvisionnent entre cinquante et cinq cents personnes, à condition que le Gouvernement arrête les critères permettant d'établir les conditions dans lesquelles cette exemption peut ne pas compromettre la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Dans le cas d'une telle exemption, les fournisseurs d'eau exemptés effectuent une surveillance régulière conformément à l'article D.188.

Lorsque le fournisseur ne détient pas l'entière des informations nécessaires en vue de procéder à l'évaluation des risques de son système d'approvisionnement, il recueille ces informations auprès de ses sous-traitants. De même, lorsque des risques du système d'approvisionnement liés à la sous-traitance sont mis en évidence lors de l'évaluation, il vérifie que ses sous-traitants mettent en œuvre les mesures de gestion des risques nécessaires adoptées par l'autorité compétente aux fins du présent article. ».

**Art. 11.** L'article D.187 du même Code, modifié par le décret du 28 février 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.187. Le Gouvernement arrête la liste et les doses maximales des substances autorisées pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine.

Pour le contact avec l'eau potable, seuls sont autorisés des matériaux utilisés pour la distribution d'eau potable ou pour l'eau destinée à la consommation humaine dont la mise sur le marché est autorisée à moins que la qualité spécifique des eaux brutes locales impose au Gouvernement d'imposer des mesures de protection plus rigoureuses pour l'utilisation des matériaux finaux dans des circonstances spécifiques et dûment justifiées.

Le fournisseur prend toutes les mesures nécessaires pour que les substances ou les matériaux servant à de nouvelles installations et au renforcement ou à la réparation d'installations existantes, et utilisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que les impuretés associées à ces substances ou matériaux servant à de nouvelles installations, ne soient pas présents dans les eaux destinées à la consommation humaine à un niveau de concentration supérieur au niveau nécessaire pour atteindre le but dans lequel ils sont utilisés et qu'ils ne réduisent pas directement ou indirectement la protection de la santé des personnes prévue dans la présente section. En outre, ils n'altèrent pas la couleur, ni l'odeur ou la saveur de l'eau et ne favorisent pas le développement de la flore microbienne.

Il en va de même pour les agents chimiques de traitement et les médias filtrants entrant en contact avec les eaux destinées à la consommation humaine. ».

**Art. 12.** À l'article D.188 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'article 185 » sont remplacés par les mots

« à l'article D.183, § 1<sup>er</sup> »;

b) à l'alinéa 2, les mots « à la D.G.R.N.E., Division de l'eau » sont remplacés par les mots « au service désigné par le Gouvernement »;

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article D.187, alinéa 2, ces programmes de contrôle sont axés sur l'approvisionnement, et tiennent compte des résultats de l'évaluation des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement et liés aux systèmes d'approvisionnement Sur base des informations recueillies en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et des informations recueillies en vertu de l'article D.185, alinéa 2, le Gouvernement peut, dans des conditions limitées :

1° imposer aux fournisseurs d'effectuer une surveillance ou un traitement supplémentaire pour certains paramètres;

2° permettre aux fournisseurs de réduire la fréquence de surveillance d'un paramètre, ou de retirer un paramètre de la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance sans qu'il n'effectue une évaluation des risques liés au système d'approvisionnement. Lorsqu'un fournisseur d'eau est autorisé à réduire la fréquence de la surveillance d'un paramètre ou à retirer un paramètre de la liste des paramètres devant faire l'objet d'une surveillance, le Gouvernement s'assure qu'une surveillance appropriée de ces paramètres est effectuée lorsqu'il est procédé au réexamen de l'évaluation et de la gestion des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement visée à l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »;

3° dans le paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article 185 » sont remplacés par les mots « à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, »;

b) les mots « à l'article 183 » sont remplacés par les mots « à l'article D.183, § 3 »;

4° il est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Sur base de la liste de vigilance établie par la Commission européenne en vertu de la directive (UE) 2020/2184 ou d'études scientifiques réalisées sous l'égide de l'Union européenne ou de la Région wallonne, le Gouvernement peut imposer aux fournisseurs des contrôles portant sur des substances ou composés qui constituent un sujet de préoccupation sanitaire pour les citoyens ou les milieux scientifiques, par exemple les produits pharmaceutiques, les composés perturbant le système endocrinien et les microplastiques. A cette fin, il établit une liste de vigilance.

Sur base d'études scientifiques telles que visées dans le premier paragraphe démontrant un risque avéré pour la santé humaine de la présence de substances ou composés dans les eaux destinées à la consommation humaine, il peut également imposer aux fournisseurs qu'ils vérifient si le traitement est adéquat pour atteindre la valeur indicative ou, au besoin, qu'ils améliorent le traitement. Il vérifie que les contrôles soient réalisés dans des points pertinents de la chaîne d'approvisionnement des eaux destinées à la consommation humaine. ».

**Art. 13.** À l'article D.190 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup> les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article 185, et sous réserve de l'article 187, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, et sous réserve de l'article D.184, § 2 »;

b) le mot « risque » est remplacé par le mot « danger »;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, le mot « risque » est remplacé par le mot « danger »;

b) à l'alinéa 3, les mots « , du danger potentiel pour la santé humaine, sa cause, le dépassement de la valeur paramétrique » sont insérés entre les mots « de la situation » et les mots « et, le cas échéant »;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'article 185 », sont remplacés par les mots

« à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans ce cas, il en informe immédiatement les consommateurs et leur prodigue les conseils nécessaires sur les conditions de consommation et d'utilisation des eaux, en tenant particulièrement compte des groupes de population pour lesquels les risques sanitaires liés à l'eau sont plus élevés, et met ces conseils à jour régulièrement. Il informe les consommateurs une fois qu'il a été établi que tout danger potentiel pour la santé humaine est écarté et les informe du fait que le service est revenu à la normale. »;

4° dans les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, les mots « la D.G.R.N.E., Division de l'eau » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement »;

5° le paragraphe 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il peut fixer des modalités de communication aux consommateurs et fixer des exigences de communication en cas de non-conformité aux exigences minimales pour les valeurs paramétriques fixées en vertu de l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. »;

6° il est complété par un paragraphe 6, rédigé comme suit :

« § 6. Lorsqu'une valeur paramétrique ou spécification pour un paramètre indicateur visé à l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ou pour une substance ou un composé figurant dans la liste de vigilance établie en vertu de l'article D.188, § 5, présente un risque pour la santé humaine, le Gouvernement peut imposer des mesures correctives pour rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine lorsque cela est nécessaire pour protéger la santé humaine. ».

**Art. 14.** À l'article 191 du même Code, modifié par le décret du 28 février 2019, les mots « à l'article 185 » sont remplacés par les mots « à l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, ».

**Art. 15.** À l'article D.192 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut accorder des dérogations aux valeurs paramétriques chimiques et aux valeurs paramétriques supplémentaires fixées en vertu de l'article D.183, § 1<sup>er</sup>, dans la mesure où elles ne constituent pas un danger potentiel pour la santé des personnes et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans la zone de distribution concernée.

Ces dérogations sont limitées dans le temps et ne peuvent pas dépasser trois ans.

À l'issue de cette période, un bilan est dressé par le Gouvernement afin de déterminer si des progrès suffisants ont été accomplis. Dans des circonstances exceptionnelles, le Gouvernement peut, dans les cas visés au 1° et 2° de l'alinéa 5, accorder une seconde dérogation pour une durée maximale de trois ans. Celle-ci est octroyée après que ce bilan et les motifs justifiant cette seconde dérogation soient communiqués à la Commission européenne.

Toute dérogation accordée par le Gouvernement comporte les renseignements suivants :

1° les motifs de la dérogation;

2° le paramètre concerné, les résultats pertinents de contrôles antérieurs, et la valeur maximale admissible prévue au titre de la dérogation;

3° la zone géographique, la quantité d'eau distribuée chaque jour, la population concernée et l'existence de répercussions éventuelles sur des entreprises alimentaires concernées;

4° un programme de contrôle approprié prévoyant, le cas échéant, des contrôles plus fréquents;

5° un résumé du plan concernant les mesures correctives nécessaires, comprenant un calendrier des travaux, une estimation des coûts et les dispositions en matière d'évaluation des résultats;

6° la durée requise de la dérogation, limitée à une durée aussi brève que possible.

Les dérogations ne concernent pas des facteurs microbiologiques. Elles se limitent aux cas suivants :

1° une nouvelle zone de captage pour le prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine;

2° une nouvelle source de pollution détectée dans la zone de captage pour le prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine, ou des paramètres qui ont fait l'objet d'une recherche récente ou d'une détection récente, ou;

3° une situation imprévue et exceptionnelle, dans une zone existante de captage pour le prélèvement d'eaux destinées à la consommation humaine, qui peut conduire à des dépassements temporaires limités des valeurs paramétriques. »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « la D.G.R.N.E., Division de l'eau » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement »;

3° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le présent article ne s'applique pas aux eaux destinées à la consommation humaine mises en bouteilles ou en récipients. ».

**Art. 16.** À l'article D.193 du même Code, modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Au moins une fois l'an, le fournisseur informe ses usagers sur la qualité de l'eau distribuée pendant l'année civile écoulée. L'information comprend l'avis du service désigné par le Gouvernement concernant l'impact éventuel sur la santé des consommateurs lié à la qualité de l'eau distribuée.

Le fournisseur communique les informations adéquates et récentes sur la qualité de l'eau fournie dans la zone de distribution qu'il alimente. Il communique régulièrement, et au moins une fois par an, les informations suivantes :

1° des informations sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, y compris les paramètres indicateurs;

2° le prix de l'eau destinée à la consommation humaine fournie, par litre et par mètre cube;

3° le volume consommé par le ménage, par année ou par période de facturation, au minimum, ainsi que les tendances annuelles de consommation du ménage, pour autant que cela soit techniquement réalisable et si ces informations sont à sa disposition;

4° la comparaison de la consommation d'eau annuelle du ménage avec la consommation moyenne d'un ménage, le cas échéant, conformément au 3°;

5° un lien vers le site internet présentant les informations définies en vertu du paragraphe 2.

Le Gouvernement précise les conditions selon lesquelles les fournisseurs d'eau fournissant au moins dix mille m<sup>3</sup> par jour ou desservant au moins cinquante mille personnes communiquent des informations annuelles complémentaires aux consommateurs. »;

2° au paragraphe 2, les mots « la D.G.R.N.E., Division de l'Eau » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement »;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Conseil Régional wallon » sont remplacés par les mots « Parlement wallon »;

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le service désigné par le Gouvernement récolte et actualise les données exigées en vue de réaliser les rapports nécessaires à la mise en œuvre de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. »;

4° il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne portent pas préjudice au Titre I<sup>er</sup> de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ainsi qu'au décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne. ».

**Art. 17.** Dans la Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre I<sup>er</sup>, section I<sup>re</sup> du même Code, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Évaluation des risques liés à l'installation privée de distribution ».

**Art. 18.** Dans la Partie III, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre I<sup>er</sup>, section I<sup>re</sup>, dans la nouvelle sous-section 4 insérée par l'article 17, il est inséré un article D.193bis rédigé comme suit :

« Art. D.193bis. § 1<sup>er</sup>. Afin d'évaluer les risques liés aux installations privées de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, le Gouvernement réalise une analyse générale des risques potentiels associés à des installations privées de distribution telles que visées au présent chapitre, ainsi qu'à des produits et matériaux y afférents. Cette analyse est réalisée au plus tard le 12 janvier 2026.

Cette analyse générale met en évidence les risques potentiels associés à ces installations de distribution ainsi qu'à des produits et matériaux y afférents, permettant de déterminer si les risques potentiels ont une incidence sur la qualité de l'eau au point où elle sort des robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine. Cette analyse ne porte pas sur les propriétés individuelles.

§ 2. Le Gouvernement met en place un système de surveillance des paramètres pertinents aux fins de l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution visés à l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, dans les lieux où des risques particuliers pour la qualité de l'eau et la santé humaine ont été identifiés au cours de l'analyse générale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Cette surveillance peut comporter une obligation d'autosurveillance et une obligation de communication des résultats au service désigné par le Gouvernement. Les prélèvements d'échantillons et les analyses sont réalisés conformément à l'article D.188, § 3.

§ 3. Lorsque l'analyse générale des risques potentiels associés à des installations privées de distribution, ainsi qu'à des produits et matériaux y afférents, met en évidence un risque pour la santé humaine découlant des installations privées de distribution ou des produits et matériaux y afférents, ou lorsque la surveillance des paramètres pertinents pour cette évaluation démontre que les valeurs paramétriques ne sont pas respectées, des mesures appropriées pour éliminer ou réduire le risque de non-respect de ces valeurs sont prises par le Gouvernement.

En ce qui concerne les bactéries *Legionella*, ces mesures portent au moins sur les lieux prioritaires. ».

**Art. 19.** À l'article D.227ter du même Code, inséré par le décret du 28 février 2019, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « D.182, § 3 » sont remplacés par les mots « D.182, § 5 »;

2° dans le paragraphe 3, la première phrase est complétée par la phrase suivante : « Lorsque dans le cadre de ses missions, le certificateur constate un risque et la présence de paramètres pertinents conformément à l'article D.193bis, § 2, il en informe le service désigné par le Gouvernement en vertu de cette même disposition. ».

**Art. 20.** À l'article D.400 du même Code, modifié par le décret du 5 juin 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, les mots « D.183 » sont remplacés par les mots « D.183, § 3 »;

2° au 3°, les mots « D.184 » sont remplacés par les mots « D.183, §§ 1<sup>er</sup> et 2 »;

3° au 4°, les mots « D.186, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « D.187, alinéas 3 et 4 »;

4° au 6°, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 »;

5° au 7°, les mots « la Direction générale de ressources naturelles et de l'environnement, division de l'eau » sont remplacés par les mots « la Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

6° au 9°, les mots « , alinéa 1<sup>er</sup> » sont abrogés.

**Art. 21.** À l'article D.401 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 28 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire »;

b) les mots « D.182, § 3 » sont remplacés par les mots « D.182, § 5 »;

2° au 5°, les mots « D.187, § 4 » sont remplacés par les mots « D.184, § 3 ».

**Art. 22.** Les dérogations accordées en vertu de l'article D.192 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau qui sont encore en vigueur au 12 janvier 2023 restent applicables jusqu'à leur date d'expiration. Elles peuvent être renouvelées conformément à l'article 11 du présent décret uniquement dans le cas où une deuxième dérogation n'a pas encore été octroyée.

Le droit de demander à la Commission une troisième dérogation conformément à l'article D.192, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, tel qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, reste applicable pour les deuxième dérogations toujours en vigueur au 12 janvier 2021.

En ce qui concerne le potentiel hydrogène, le régime de dérogation applicable avant l'entrée en vigueur du présent décret continue à s'appliquer conformément à l'article D.192 tel qu'en vigueur avant son remplacement par le présent décret.

**Art. 23.** La Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement établit, au plus tard le 12 janvier 2029, et actualise tous les six ans par la suite, une série de données contenant des informations sur les mesures prises en vue d'améliorer l'accès aux eaux destinées à la consommation humaine et de promouvoir l'utilisation de ces eaux conformément à l'article D.180, § 2, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et sur la part de leur population qui a accès aux eaux destinées à la consommation humaine, ceci ne concerne pas l'eau mise en bouteille ou en récipients.

La Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement établit, au plus tard le 12 juillet 2027, et actualise tous les six ans par la suite, une série de données contenant des informations relatives à l'évaluation et la gestion des risques liés aux zones de captage pour des points de prélèvement, effectuées en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et établit, au plus tard le 12 janvier 2029, et actualise tous les six ans par la suite, une série de données contenant des informations relatives à l'évaluation des risques liés aux installations privées de distribution, effectuée en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du même code comportant les éléments suivants :

1° des informations sur les zones de captage pour des points de prélèvement ;

2° les résultats de la surveillance dans les zones visées au 1° et dans les lieux où des risques particuliers pour la qualité de l'eau et la santé humaine ont été identifiés au cours de l'analyse générale des risques liée aux installations privées de distribution réalisée en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

3° des informations concises sur les mesures de gestion des risques prises destinées à prévenir ou à maîtriser les risques recensés dans les zones de captage pour des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine, les mesures appropriées prises pour éliminer ou réduire le risque de non-respect des valeurs paramétriques établies en vertu de l'article D.181, § 1<sup>er</sup>, 6°, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et, les mesures pertinentes prises en vue de réduire les risques liés à la distribution privée dans toutes les installations privées de distribution.

La Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement établit, et actualise chaque année par la suite, une série de données contenant les résultats de la surveillance, en cas de dépassement des valeurs paramétriques microbiologiques et chimiques, ainsi que des informations relatives aux mesures correctives prises par les fournisseurs d'eau destinée à la consommation humaine.

La Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement établit, et actualise chaque année par la suite, une série de données contenant des informations sur les incidents en rapport avec les eaux destinées à la consommation humaine d'une durée supérieure à dix jours consécutifs qui ont été à l'origine d'un risque potentiel pour la santé humaine et ont touché au moins mille personnes, que les valeurs paramétriques soient respectées ou non. Ces informations incluent les causes de ces incidents et les mesures correctives prises par les fournisseurs d'eau destinée à la consommation humaine.

La Direction des eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement établit, et actualise chaque année par la suite, une série de données contenant des informations relatives à l'ensemble des dérogations octroyées en vertu de l'article D.192 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

La Commission, l'Agence Européenne pour l'Environnement, en abrégé l'EEA, et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ont accès aux séries de données visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 5 dans le cadre des missions qui leur sont attribuées dans le cadre de la directive 2020/2184 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

L'accès aux données visées à l'alinéa 6 peut être refusé pour l'un des motifs visés à l'article 13 du décret du 22 décembre 2010 relatif à l'infrastructure d'information géographique wallonne.

Donné à Namur, le 20 avril 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1202 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 avril 2023

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/45550]

### 20. APRIL 2023 — Dekret zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch betrifft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie (EU) 2020/2184 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2020 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch teilweise um.

**Art. 2** - In Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. November 2021, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 33 wird die Wortfolge "an öffentlichen oder privaten Orten" zwischen die Wortfolge "zu anderen häuslichen Zwecken" und die Wortfolge "bestimmt ist, und" eingefügt und die Wortfolge ", ab einem Sammeltank" wird zwischen die Wortfolge "ab einer privaten Wasserentnahmestelle" und die Wortfolge "oder in Tankfahrzeugen bereitgestellt" eingefügt;

2° Ziffer 53 wird durch Folgendes ersetzt:

"53° "Wasserversorger": eine Einheit, die Wasser für den menschlichen Gebrauch bereitstellt, wie z. B. der Betreiber eines öffentlichen Netzes zur Wasserversorgung mittels Rohrleitungen, der Betreiber einer privaten Wasserentnahmestelle oder eines Sammel tanks, die über Leitungen Verbraucher versorgen, ohne Benutzung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes, oder ein Betreiber, der Wasser aus Tankfahrzeugen liefert;";

3° Ziffer 54<sup>ter</sup> wird durch Folgendes ersetzt:

"54<sup>ter</sup> "Hausinstallation": Rohrleitungen, Armaturen und Geräte sowie Zubehör, das bzw. die sich zwischen den Zapfstellen befindet bzw. befinden, die sowohl an öffentlichen als auch an privaten Orten die Immobilie und ihre Ausstattung mit Wasser für den menschlichen Gebrauch versorgen und die nicht in den Verantwortungsbereich des Wasserlieferanten fallen. Wenn die Immobilie an ein Versorgungsnetz angeschlossen ist, beginnt die Hausinstallation an der Verbindungsstelle;";

4° eine Ziffer 54<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"54<sup>quater</sup> "prioritäre Örtlichkeiten": Räumlichkeiten und Gelände, bei denen es sich nicht um einen Haushalt handelt, die von großem Umfang sind und in denen viele Nutzer potenziell wasserassoziierten Risiken ausgesetzt sind, insbesondere öffentlich genutzte Örtlichkeiten, wie von der Wallonischen Regierung festgelegt;";

5° in Ziffer 70 wird die Wortfolge "bis zum Zähler einschliesslich" durch die Wortfolge "bis zur Verbindungsstelle" ersetzt.



**Art. 3** - In Teil III Titel I Kapitel I Abschnitt I wird die Überschrift von Unterabschnitt I desselben Gesetzbuches durch Folgendes ersetzt: "Ziele und Ermächtigungen"

**Art. 4** - Artikel D.180 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.180 - § 1. Die Regierung ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die Genusstauglichkeit und Reinheit des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers zu gewährleisten; diese Maßnahmen beruhen auf dem Vorsorgeprinzip und führen in keiner Weise direkt oder indirekt zu einer Verschlechterung der derzeitigen Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, soweit dies Auswirkungen auf den Schutz der menschlichen Gesundheit hat, oder zu einer stärkeren Verschmutzung des für die Trinkwassergewinnung genutzten Wassers.

§ 2. Unbeschadet des Artikels D. 183 Paragraph 1 und des Artikels D. 184 sowie des Sozialfonds für Wasser trifft die Regierung unter Berücksichtigung der lokalen, regionalen und kulturellen Aspekte und Umstände der Wasserverteilung alle notwendigen Maßnahmen, um den Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch für alle, insbesondere für benachteiligte Gruppen und Gruppen am Rand der Gesellschaft, zu verbessern bzw. aufrechtzuerhalten.

Zu diesem Zweck ergreift die Regierung folgende Maßnahmen:

1° die Menschen, einschließlich benachteiligte Gruppen und Gruppen am Rand der Gesellschaft, ohne oder mit begrenztem Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch und die Gründe hierfür ermitteln;

2° die Möglichkeiten zur Verbesserung des Zugangs zu Wasser für diese Menschen bewerten;

3° diese Menschen über die Möglichkeiten des Anschlusses an das Verteilungsnetz oder über alternative Möglichkeiten für den Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch informieren;

4° Maßnahmen, die sie für notwendig und angemessen hält, einschließlich der Gewährung von Zuschüssen, im Rahmen ihrer Zuständigkeiten, um den Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch für benachteiligte Gruppen und Gruppen am Rand der Gesellschaft zu gewährleisten; in diesem Rahmen kann die Regierung einen Aufruf zur Einreichung von Projekten veröffentlichen, um neue kollektive Maßnahmen zu unterstützen, die von lokalen Einheiten, öffentlichen Einrichtungen oder anderen juristischen Personen entwickelt wurden, die im Bereich des Schutzes von benachteiligten Personen und Personen am Rand der Gesellschaft tätig sind. Der Zuschuss beträgt maximal 50 % der Kosten für Erwerbe, Arbeiten und Honorare.

Die förderfähigen Ausgaben beziehen sich auf die Installation eines Wasserspenders für den menschlichen Gebrauch oder anderer Ausstattungen, die den Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch ermöglichen, an von der Regierung bestimmten öffentlichen Orten. Diese Ausgaben dürfen nicht durch einen anderen Fördermechanismus gedeckt werden. Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren fest, die im Rahmen dieser Aufrufe zur Einreichung von Projekten gelten.

§ 3. Die Regierung trägt dafür Sorge, dass gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten angemessene und aktuelle Informationen über Wasser für den menschlichen Gebrauch zur Verfügung stehen und dass dabei den geltenden Datenschutzvorschriften entsprochen wird."

**Art. 5** - Artikel D.181 desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. D.181 - § 1. Unbeschadet der anderen im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Ermächtigungen und unter Berücksichtigung der in Artikel D.180 formulierten Ziele kann die Regierung:

1° die Qualitätsnormen für Wasser für den menschlichen Gebrauch für parametrische, mikrobiologische und chemische Werte sowie, zu Kontrollzwecken, für Indikatorparameter festlegen;

2° die Stellen der Einhaltung der Qualitätsnormen für Wasser für den menschlichen Gebrauch festlegen;

3° die erforderlichen Maßnahmen ergreifen, um sicherzustellen, dass für die Versorgung, Aufbereitung und Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch ein risikobasierter Ansatz angewendet wird, der sich auf die gesamte Versorgungskette vom Einzugsgebiet über die Entnahme, Aufbereitung und Speicherung bis zur Verteilung des Wassers an der Stelle der Einhaltung erstreckt;

4° die erforderlichen Maßnahmen für die Risikobewertung der Einzugsgebiete von Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch und für das Risikomanagement ergreifen;

5° die erforderlichen Maßnahmen für die Bewertung und das Management der Risiken in Verbindung mit jedem Versorgungssystem, das die Entnahme, Aufbereitung, Speicherung und Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch bis zur Übergabestelle umfasst, ergreifen;

6° die Parameterwerte für die Überwachung festlegen und die erforderlichen Maßnahmen zur Bewertung der Risiken im Zusammenhang mit Hausinstallationen, einschließlich an von ihm festgelegten prioritären Örtlichkeiten festlegen, und die entsprechenden Anforderungen für die Probenahmestellen zur Überwachung dieser Parameter festlegen;

7° Mindestanforderungen für Chemikalien zur Aufbereitung und mit Wasser für den menschlichen Gebrauch in Berührung kommende Filtermedien festlegen, damit das den Verbrauchern zur Verfügung gestellte Wasser den Anforderungen des vorliegenden Kapitels genügt;

8° die erforderlichen Maßnahmen ergreifen, um sicherzustellen, dass eine regelmäßige Überwachung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch durchgeführt wird;

9° die Modalitäten für Abhilfemaßnahmen und Verwendungseinschränkungen festlegen, wenn die Qualitätsnormen für Wasser für den menschlichen Gebrauch nicht eingehalten werden.

Die Bewertung und das Management der Risiken in Verbindung mit Einzugsgebieten von Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch werden zum ersten Mal bis zum 12. Juli 2027 durchgeführt. Diese Risikobewertung und dieses Risikomanagement werden in regelmäßigen Abständen von höchstens sechs Jahren unter Berücksichtigung der Anforderungen nach Artikel D.168 überprüft und gegebenenfalls aktualisiert. Diese Bewertung wird je nach Entnahmestelle, nach Grundwasserkörper oder nach Oberflächenwasserkörper im Rahmen der Bewirtschaftungspläne der Einzugsgebiete gemäß Artikel D.24 Paragraph 3 durchgeführt.

Zum Zweck der Charakterisierung der Einzugsgebiete von Entnahmestellen und der Identifizierung von Gefährdungen und Gefährdungsereignissen kann die Regierung die nach den Artikeln D.17, D.17-1, D.17-2 und D.168 gesammelten Informationen verwenden. Die Regierung kann auf die Überwachung zurückgreifen, die gemäß den Artikeln D.19 und D.168 oder anderen einschlägigen Bestimmungen der Rechtsvorschriften der Europäischen Union, die sie bestimmt, zum Zwecke der geeigneten Überwachung im Rahmen der Bewertung von Risiken in

Oberflächengewässern oder im Grundwasser oder in beiden Gewässern, einschließlich der Feststellung neuer Stoffe, die durch die Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch schädlich für die menschliche Gesundheit sind, durchgeführt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten fest, nach denen die betroffenen Wasserversorger Zugang zu den Ergebnissen haben, die im Rahmen der im Hinblick auf die Risikobewertung durchgeführten geeigneten Überwachung erzielt wurden.

Die Bewertung und das Management der Risiken in Verbindung mit dem Versorgungssystem werden zum ersten Mal bis zum 12. Januar 2029 durchgeführt. Diese Risikobewertung und dieses Risikomanagement werden in regelmäßigen Abständen von höchstens sechs Jahren überprüft und gegebenenfalls aktualisiert.

Die Risikobewertung für Hausinstallationen wird zum ersten Mal bis zum 12. Januar 2029 durchgeführt. Diese Risikobewertung wird alle sechs Jahre überprüft und gegebenenfalls aktualisiert.

Die in den Absätzen 2 bis 6 genannten Fristen hindern die Regierung nicht daran, dafür zu sorgen, dass Maßnahmen ergriffen werden, sobald die Risiken erfasst und bewertet werden.

§ 2. Die Regierung bewertet die Höhe der Wasserverluste in dem Gebiet unter Verwendung einer geeigneten Methode und die Möglichkeiten für Verbesserungen bei der Reduzierung der Wasserverluste. Sie bestimmt die Modalitäten mittels eines Aktionsplans, der eine Reihe von Maßnahmen festlegt, die zur Reduzierung dieser Verluste je nach Fall von den Versorgern oder von den Verwaltern der Straßen, unter denen Rohrleitungen verlaufen, zu ergreifen sind.

Die Regierung ist befugt, den Begriff des Wasserverlusts zu definieren.“

**Art. 6** - Artikel D.182 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, erhält folgende Fassung:

“Art. D.182 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten die folgenden Definitionen:

1° “von der Regierung bestimmte Dienststelle“: die Direktion der Untergroundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° “Gefährdung“: ein biologisches, chemisches, physikalisches oder radiologisches Agens im Wasser oder ein anderer Aspekt des Zustands von Wasser, das bzw. der die menschliche Gesundheit beeinträchtigen kann.

§ 2. Der vorliegende Abschnitt ist auf alle Wässer für den menschlichen Gebrauch anwendbar, mit Ausnahme:

1° von natürlichen Mineralwässern, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 8. Februar 1999 über die natürlichen Mineralwässer und die Quellwässer als solche anerkannt werden;

2° von Heilwässern im Sinne des Gesetzes vom 25. März 1964 über Arzneimittel für den menschlichen Gebrauch;

3° von Wässern für den menschlichen Gebrauch, die aus einer individuellen Versorgungsanlage stammen, aus der im Durchschnitt weniger als zehn m<sup>3</sup> pro Tag entnommen oder mit der weniger als fünfzig Personen versorgt werden, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder einer öffentlichen Tätigkeit erfolgt.

§ 3. Die in Paragraph 2 Ziffer 3 gemeinten Wasserversorger stellen sicher, dass die betroffene Bevölkerung über die in Paragraph 2 genannte Ausnahme und über alle Maßnahmen unterrichtet wird, die zum Schutz der menschlichen Gesundheit vor nachteiligen Einflüssen, die sich aus einer Verunreinigung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser ergeben, ergriffen werden können.

Außerdem geben sie den betroffenen Verbrauchern umgehend geeignete Ratschläge, wenn eine mögliche Gefahr der menschlichen Gesundheit, die durch die Qualität dieses Wassers bedingt ist, erkennbar ist.

§ 4. Wasserversorger, die bei der Ausübung einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit im Durchschnitt weniger als zehn m<sup>3</sup> Wasser pro Tag liefern oder weniger als fünfzig Personen versorgen, unterliegen außerdem den gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 erlassenen Verpflichtungen, den in den Artikeln D.183 und D.184 genannten Bestimmungen sowie den in den Artikeln D.188 bis D.192 genannten Bestimmungen und den gemäß diesen Artikeln erlassenen Bestimmungen. Sie unterliegen jedoch nicht den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts, die sich auf die Bewertung und das Management der Gesundheitsrisiken von Wasser beziehen und die gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 bis 6 erlassen werden.

§ 5. Im Falle einer Versorgung durch eine alternative oder ergänzende Ressource zu dem über ein Verteilungsnetz gelieferten Wasser sorgt der Eigentümer für eine komplette Trennung der beiden Versorgungskreisläufe, ohne jegliche physische Verbindung.“

**Art. 7** - Artikel D.183 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.183 - § 1. Wenn die Genusstauglichkeit und die Reinheit des Wassers nicht gewährleistet ist, ist die Bereitstellung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verboten.

Unbeschadet des Artikels D.192 gilt Wasser für den menschlichen Gebrauch als genusstauglich und rein, wenn alle folgenden Anforderungen erfüllt sind:

1° das Wasser enthält keine Mikroorganismen, Parasiten und Stoffe jedweder Art, die, in einer gewissen Anzahl bzw. Konzentration, eine mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen;

2° das Wasser entspricht den Parameterwerten der chemischen und mikrobiologischen Parameter, die von der Regierung gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 festgelegt wurden.

In Bezug auf die Indikatorparameter werden die Parameterwerte nur zu Kontrollzwecken und im Hinblick auf die Einhaltung der in den Artikeln D.188 und D.190 genannten Anforderungen festgelegt.

Die Regierung legt Werte für zusätzliche Parameter fest, die nicht in den gemäß den Absätzen 2 und 3 festgelegten Parametern enthalten sind, wenn dies zum Schutz der menschlichen Gesundheit erforderlich ist. Die Werte erfüllen zumindest die Anforderungen von Absatz 2 1).

§ 2. Unbeschadet des Artikels D.193bis halten sich die Versorger an die anderen Maßnahmen, Anforderungen oder Modalitäten, die von der Regierung gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 erlassen werden.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren fest, das bei einem Vorfall anzuwenden ist, bei dem die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers beeinträchtigt wird.

Sie bestimmt, welche öffentlichen Behörden in diesem Fall eingesetzt werden müssen, und welche Mindestmaßnahmen von den Wasserversorgern getroffen werden müssen, um eine Gefährdung der Verbraucher zu vermeiden, und die Genusstauglichkeit und Reinheit des Wassers wiederherzustellen. ».

**Art. 8** - Artikel D.184 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.184 - § 1. Die gemäß Artikel D. 183 Paragraph 1 festgelegten Parameterwerte werden in folgenden Fällen eingehalten:

1° bei Wasser für den menschlichen Gebrauch, das aus einem Verteilungsnetz stammt, am Austritt aus denjenigen Zapfstellen in Örtlichkeiten oder in Einrichtungen, die normalerweise für Wasser für den menschlichen Gebrauch verwendet werden;

2° bei Wasser für den menschlichen Gebrauch aus Tankfahrzeugen an der Stelle, an der das Wasser aus dem Tankfahrzeug austritt;

3° bei Wasser für den menschlichen Gebrauch, das in Flaschen oder andere Behältnisse abgefüllt wird, bei einem Ausfall des Verteilungsnetzes infolge einer Nichteinhaltung der Parameterwerte oder bei einem nach Artikel D.190 festgestellten Ausfall des Netzes am Punkt der Abfüllung.

§ 2. Unbeschadet der Maßnahmen zum Management der Risiken in Verbindung mit der Hausinstallation an den von der Regierung festgelegten prioritären Örtlichkeiten wird davon ausgegangen, dass der Versorger seine Verpflichtungen gemäß Artikel D.183 Paragraph 1 und D.190 Paragraph 2 erfüllt hat, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist.

§ 3. Unbeschadet des Artikels D.193*bis* muss der Versorger, wenn die Gefahr besteht, dass Wasser nicht den nach Artikel D.183 Paragraph 1 festgesetzten Parameterwerten genügt:

1° geeignete Maßnahmen ergreifen, um dieses Risiko zu verringern oder zu beseitigen, indem er die Eigentümer über mögliche Abhilfemaßnahmen berät und, wenn dieses Risiko auf ein ganzes Wasserversorgungsgebiet ausgedehnt wird, andere Maßnahmen ergreifen, wie z.B. geeignete Aufbereitungstechniken, um die Beschaffenheit oder Eigenschaften des Wassers vor seiner Bereitstellung so zu verändern, dass das Risiko der Nichteinhaltung der Parameterwerte durch das Wasser nach seiner Bereitstellung verringert oder beseitigt wird;

2° die betroffenen Verbraucher über etwaige zusätzliche Abhilfemaßnahmen, die sie ergreifen sollten, gebührend unterrichten und beraten."

**Art. 9** - Artikel D.185 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.185 - Die Versorger beteiligen sich gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten an der Bewertung der Risiken in Verbindung mit den Einzugsgebieten für Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die zu ihrem Versorgungssystem gehören.

Wasserversorger, die gemäß Artikel D. 19 in den Einzugsgebieten von Entnahmestellen oder in Rohwasser Überwachungsmaßnahmen durchführen, teilen der von der Regierung bestimmten Dienststelle die Ergebnisse und eine ungewöhnliche Anzahl oder Konzentration der überwachten Parameter, Stoffe oder Schadstoffe mit."

**Art. 10** - Artikel D.186 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.186 - Der Versorger bewertet und verwaltet die mit seinem Versorgungssystem verbundenen Risiken gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Wasserversorger, die kein Vertreter sind und die im Durchschnitt zwischen zehn m<sup>3</sup> und hundert m<sup>3</sup> pro Tag bereitstellen oder zwischen fünfzig und fünfhundert Personen versorgen, werden von der Anforderung, eine Bewertung und ein Management der Risiken in Verbindung mit dem Versorgungssystem durchzuführen, befreit, sofern die Regierung die Kriterien festlegt, nach denen die Bedingungen festgelegt werden, unter denen diese Befreiung die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch nicht gefährden kann. Im Fall einer solchen Befreiung führen die befreiten Wasserversorger regelmäßig Überwachungsmaßnahmen gemäß Artikel D.188 durch.

Wenn der Lieferant nicht über alle Informationen verfügt, die er für die Risikobewertung seines Versorgungssystems benötigt, holt er diese Informationen von seinen Subunternehmern ein. Ebenso vergewissert sich der Lieferant, wenn bei der Bewertung Risiken des Versorgungssystems im Zusammenhang mit Unteraufträgen festgestellt werden, dass seine Subunternehmer die erforderlichen Maßnahmen zum Management der Risiken umsetzen, die von der zuständigen Behörde für die Zwecke des vorliegenden Artikels erlassen wurden."

**Art. 11** - Artikel D.187 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 28. Februar 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.187 - Die Regierung bestimmt die Liste und die Höchstdosen der bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch erlaubten Stoffe.

Für den Kontakt mit Trinkwasser sind nur Materialien zulässig, die für die Verteilung von Trinkwasser oder für Wasser für den menschlichen Gebrauch verwendet werden und deren Inverkehrbringen zugelassen ist, es sei denn, die spezifische örtliche Rohwasserqualität erfordert von der Regierung, dass sie in besonderen oder hinreichend begründeten Fällen strengere Schutzmaßnahmen für die Verwendung von Endmaterialien vorschreibt.

Der Wasserversorger trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verwendeten Stoffe oder Materialien für Neuanlagen und für die Verstärkung oder Reparatur von bestehenden Anlagen und die mit solchen Stoffen und Materialien für Neuanlagen verbundenen Verunreinigungen in Wasser für den menschlichen Gebrauch nicht in Konzentrationen enthalten sind, die höher sind als für ihren Verwendungszweck erforderlich, und den im Rahmen des vorliegenden Abschnitts vorgesehenen Schutz der menschlichen Gesundheit nicht direkt oder indirekt mindern. Außerdem verändern sie weder die Färbung noch den Geruch oder Geschmack des Wassers und fördern nicht die Vermehrung von Mikroorganismen.

Gleiches gilt für Chemikalien zur Aufbereitung und mit Wasser für den menschlichen Gebrauch in Berührung kommende Filtermedien."

**Art. 12** - In Artikel D.188 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter "Art. 185" durch den Wortlaut "Artikel D.183 Paragraph 1" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser" durch die Wortfolge "der von der Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

2° der Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Unbeschadet des Artikels D.187 Absatz 2 sind diese Kontrollprogramme versorgungsspezifisch und berücksichtigen die Ergebnisse der Bewertung der Risiken in Verbindung mit Einzugsgebieten von Entnahmestellen und in Verbindung mit Versorgungssystemen. Auf der Grundlage der gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 2 gesammelten Informationen und der gemäß Artikel D.185 Absatz 2 gesammelten Informationen kann die Regierung unter begrenzten Bedingungen:

1° die Versorger zur Durchführung zusätzlicher Überwachung oder Aufbereitung in Bezug auf bestimmte Parameter verpflichten;

2° den Versorgern gestatten, die Überwachungshäufigkeit für einen Parameter zu verringern oder einen Parameter aus der Liste der zu überwachenden Parameter zu streichen, ohne eine Risikobewertung des Versorgungssystems durchzuführen. Wird einem Wasserversorger gestattet, die Überwachungshäufigkeit für einen Parameter zu verringern oder einen Parameter aus der Liste der zu überwachenden Parameter zu streichen, so stellt die Regierung bei der Überprüfung der Bewertung und des Managements der Risiken in Verbindung mit Einzugsgebieten von Entnahmestellen nach Artikel D. 181 Absatz 2 die Durchführung einer geeigneten Überwachung dieser Parameter sicher.“;

3° in Paragraph 4 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wörter „Artikel 185“ werden durch den Wortlaut „Artikel D.183 Paragraph 1“ ersetzt;

b) die Wörter „Artikel 183“ werden durch den Wortlaut „Artikel D.183 Paragraph 3“ ersetzt.

4° er wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 5. Auf der Grundlage der von der Europäischen Kommission gemäß der Richtlinie (EU) 2020/2184 erstellten Beobachtungsliste oder wissenschaftlicher Studien, die unter der Schirmherrschaft der Europäischen Union oder der Wallonischen Region durchgeführt wurden, kann die Regierung den Versorgern Kontrollen auferlegen, die sich auf Stoffe oder Verbindungen beziehen, die aus Sicht der Öffentlichkeit oder der Wissenschaftsgemeinschaft gesundheitlich bedenklich sind, z. B. Arzneimittel, Stoffe mit endokriner Wirkung und Mikroplastik. Zu diesem Zweck erstellt sie eine Beobachtungsliste.

Auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien im Sinne des ersten Paragraphen, die ein nachgewiesenes Risiko für die menschliche Gesundheit durch das Vorhandensein von Stoffen oder Verbindungen in Wasser für den menschlichen Gebrauch belegen, kann sie von den Versorgern auch verlangen, dass sie überprüfen, ob die Aufbereitung zur Erreichung des Leitwerts ausreicht, oder erforderlichenfalls die Aufbereitung optimieren. Sie stellt sicher, dass die Kontrollen an relevanten Stellen in der Versorgungskette für Wasser für den menschlichen Gebrauch durchgeführt werden.“.

**Art. 13** - In Artikel D.190 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge „gemäß Artikel 185 festgelegten Parameterwerte nicht eingehalten werden, und unter Vorbehalt von Artikel 187, § 2“ wird durch die Wortfolge „gemäß Artikel D. 183 Paragraph 1 festgelegten Parameterwerte nicht eingehalten werden, und unter Vorbehalt von Artikel 184 Paragraph 2,“ ersetzt;

b) die Wörter „ein Risiko“ werden durch die Wörter „eine Gefahr“ ersetzt.

2° in Paragraph 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 2 werden die Wörter „ein Risiko“ durch die Wörter „eine Gefahr“ ersetzt;

b) in Absatz 3 wird die Wortfolge „, die mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit, ihre Ursache, die Überschreitung des Parameterwerts“ zwischen die Wortfolge „Verbraucher über die Lage“ und die Wortfolge „und ggf. über die“ eingefügt.3° in Paragraph 3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter „Art. 185“ durch den Wortlaut „Artikel D.183 Paragraph 1“ ersetzt;

b) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„In diesem Fall informiert er die Verbraucher unverzüglich darüber und erteilt ihnen die notwendigen Ratschläge zu den Bedingungen von Wasserkonsum und Wasserverwendung und bringt die Ratschläge regelmäßig auf den neuesten Stand; Bevölkerungsgruppen mit einem erhöhten Risiko für wasserassoziierte Gesundheitsprobleme werden dabei besonders berücksichtigt. Er informiert die Verbraucher, sobald die mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit nachweislich nicht mehr besteht, und informiert sie über die Wiederaufnahme des Normalbetriebs. »;

4° in den Paragraphen 1 bis 3 wird die Wortfolge „D[/d]ie Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser,“ bzw. die Wortfolge „der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser,“ durch die Wortfolge „D[/d]ie von der Regierung bestimmte Dienststelle“ bzw. durch die Wortfolge „der von der Regierung bestimmten Dienststelle“ ersetzt;

5° der Paragraph 5 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Sie kann Modalitäten für die Mitteilung an die Verbraucher festlegen und Anforderungen für die Mitteilung bei Nichteinhaltung der Mindestanforderungen für die gemäß Artikel D.183 Paragraph 1 Absatz 2 bestimmten Parameterwerte festlegen.“;

6° der Artikel wird um einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 6. Wenn ein Parameterwert oder eine Spezifikation für einen Indikatorparameter gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 oder für einen Stoff oder eine Verbindung, die in der gemäß Artikel D.188 Paragraph 5 erstellten Beobachtungsliste aufgeführt sind, ein Risiko für die menschliche Gesundheit darstellt, kann die Regierung Korrekturmaßnahmen zur Wiederherstellung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch auferlegen, wenn dies zum Schutz der menschlichen Gesundheit erforderlich ist.“.

**Art. 14** - In Artikel 191 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 28. Februar 2019 werden die Wörter „Artikel 185“ durch die Wortfolge „Artikel D.183 Paragraph 1“ ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel D.192 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Die Regierung kann Abweichungen von den chemischen Parameterwerten und den zusätzlichen Parameterwerten, die gemäß Artikel D.183 Paragraph 1 festgelegt werden, gewähren, sofern diese keine mögliche Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen und die Trinkwasserversorgung in dem Versorgungsgebiet nicht auf andere zumutbare Weise aufrechterhalten werden kann.“

Diese Abweichungen sind zeitbegrenzt und dürfen eine Frist von drei Jahren nicht überschreiten.

Am Ablauf dieses Zeitraums wird eine Bilanz aufgestellt, damit bestimmt werden kann, ob zureichende Fortschritte erzielt wurden. Unter außergewöhnlichen Umständen kann die Regierung in den in Absatz 5 Ziffer 1 und 2 genannten Fällen eine zweite Abweichung für eine Dauer von höchstens drei Jahren gewähren. Diese wird gewährt, nachdem diese Bilanz und die Gründe für die zweite Abweichung der Europäischen Kommission mitgeteilt wurden.

Jede von der Regierung gewährte Abweichung enthält folgende Angaben:

- 1° Gründe für die Abweichung;
- 2° betreffender Parameter, frühere einschlägige Überwachungsergebnisse und für die Abweichung vorgesehener höchstzulässiger Wert;
- 3° geographisches Gebiet, gelieferte Wassermenge pro Tag, betroffene Bevölkerung und die Angabe, ob relevante Lebensmittelbetriebe betroffen wären oder nicht;
- 4° geeignetes Überwachungsprogramm, erforderlichenfalls mit einer erhöhten Überwachungshäufigkeit;
- 5° Zusammenfassung des Plans für die notwendigen Abhilfemaßnahmen mit einem Zeitplan für die Arbeiten, einer Vorausschätzung der Kosten und Bestimmungen zur Bewertung der Ergebnisse;
- 6° die erforderliche Dauer der Abweichung, die auf einen möglichst kurzen Zeitraum beschränkt ist.

Die Abweichungen betreffen keine mikrobiologischen Faktoren. Sie beschränken sich auf die folgenden Fälle:

- 1° ein neues Einzugsgebiet für die Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch;
- 2° Nachweis einer neuen Verunreinigungsquelle im Einzugsgebiet für die Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch oder neu untersuchte oder nachgewiesene Parameter oder;
- 3° eine unvorhergesehene und außergewöhnliche Situation in einem bestehenden Einzugsgebiet für die Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die zu zeitlich begrenzten Überschreitungen der Parameterwerte führen kann. »;
- 2° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser," durch die Wortfolge "die von der Regierung bestimmte Dienststelle" ersetzt;

3° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Dieser Artikel gilt nicht für Wasser für den menschlichen Gebrauch, das in Flaschen oder andere Behältnisse abgefüllt wird."

**Art. 16** - In Artikel D.193 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Wasserversorger informiert seine Benutzer mindestens einmal im Jahr über die Qualität des während des abgelaufenen Kalenderjahrs bereitgestellten Wassers. Die Information umfasst das Gutachten der von der Regierung bestimmten Dienststelle über die eventuellen Auswirkungen auf die Gesundheit der Verbraucher, die auf die Qualität des bereitgestellten Wassers zurückzuführen sind.

Der Versorger teilt geeignete und aktuelle Informationen über die Qualität des in seinem Versorgungsgebiet bereitgestellten Wassers mit. Er teilt regelmäßig, mindestens aber einmal im Jahr, Folgendes mit:

- 1° Informationen über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch, einschließlich der Indikatorparameter;
- 2° den Preis von Wasser für den menschlichen Gebrauch pro Liter und Kubikmeter;
- 3° mindestens pro Jahr oder pro Abrechnungszeitraum die vom Haushalt verbrauchte Wassermenge zusammen mit den jährlichen Entwicklungen beim Haushaltsverbrauch, falls dies technisch machbar ist und wenn diese Informationen zur Verfügung stehen;
- 4° Vergleiche des jährlichen Wasserverbrauchs des Haushalts mit dem Durchschnittsverbrauch der Haushalte, gegebenenfalls gemäß Ziffer 3;
- 5° einen Link zu der Website, die die gemäß Paragraph 2 festgelegten Informationen darstellt.

Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen Wasserversorger, die mindestens zehntausend m<sup>3</sup> pro Tag liefern oder mindestens fünfzigtausend Personen versorgen, den Verbrauchern zusätzliche jährliche Informationen zur Verfügung stellen.;"

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser," durch die Wortfolge "der von der Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt;

3° in Paragraph 3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) die Wörter "Wallonischen Regionalrat" werden durch die Wörter "Wallonischen Parlament" ersetzt;
- b) der Paragraph wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die von der Regierung bestimmte Dienststelle erhebt und aktualisiert die geforderten Daten, um die Berichterstattung durchzuführen, die für die Umsetzung der Richtlinie (EU) 2020/2184 des Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2020 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch erforderlich ist.;"

4° der Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Paragraphen 1 und 2 schaden nicht dem Titel I von Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches sowie dem Dekret vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur."

**Art. 17** - In Teil III Titel I Kapitel I Abschnitt I desselben Gesetzbuchs wird ein Unterabschnitt 4 mit dem Titel "Risikobewertung für die Hausinstallation" eingefügt.

**Art. 18** - In Teil III Titel I Kapitel I Abschnitt I wird im neuen Unterabschnitt 4, eingefügt durch

"Art. D.193bis - § 1. Um die Risiken im Zusammenhang mit Hausinstallationen für die Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu bewerten, führt die Regierung eine allgemeine Analyse der möglichen Risiken durch, die mit Hausinstallationen im Sinne des vorliegenden Kapitels sowie mit dafür verwendeten Produkten, Materialien und Werkstoffen verbunden sind. Diese Analyse wird spätestens am 12. Januar 2026 durchgeführt.

Diese allgemeine Analyse zeigt die möglichen Risiken auf, die von diesen Hausinstallationen und dafür verwendeten Produkten, Materialien und Werkstoffen ausgehen können, sodass festgestellt werden kann, ob diese möglichen Risiken die Qualität des Wassers am Austritt aus denjenigen Zapfstellen, die normalerweise für den menschlichen Gebrauch verwendet werden, beeinflussen. Diese Analyse bezieht sich nicht auf einzelne Objekte.

§ 2. Die Regierung richtet ein System zur Überwachung der Parameter ein, die für die Bewertung der Risiken in Verbindung mit Hausinstallationen gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 6 relevant sind, an Örtlichkeiten, bei denen im Zuge der allgemeinen Analyse gemäß Paragraph 1 spezifische Risiken für die Wasserqualität und die menschliche Gesundheit ermittelt wurden.

Diese Überwachung kann eine Verpflichtung zur Selbstüberwachung und eine Verpflichtung zur Meldung der Ergebnisse an die von der Regierung bestimmte Dienststelle umfassen. Probeentnahmen und Analysen werden gemäß Artikel D.188 Paragraph 3 durchgeführt.

§ 3. Ergibt die allgemeine Analyse der möglichen Risiken in Verbindung mit Hausinstallationen sowie mit dafür verwendeten Produkten, Materialien und Werkstoffen ein Risiko für die menschliche Gesundheit, das von Hausinstallationen oder von dafür verwendeten Produkten, Materialien und Werkstoffen ausgeht, oder zeigt die Überwachung der für diese Bewertung relevanten Parameter, dass die Parameterwerte nicht eingehalten werden, so werden von der Regierung geeignete Maßnahmen zur Beseitigung oder Verringerung des Risikos der Nichteinhaltung dieser Werte getroffen.

In Bezug auf Legionella müssen diese Maßnahmen zumindest auf die prioritären Örtlichkeiten abzielen.“

**Art. 19** - In Artikel D.227ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 28. Februar 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter "D.182, § 3" durch die Wörter "D. 182 Paragraph 5" ersetzt;

2° in Paragraph 3 wird der erste Satz um folgenden Satz ergänzt: "Wenn der Zertifizierer im Rahmen seiner Aufgaben ein Risiko und das Vorhandensein von relevanten Parametern gemäß Artikel D.193bis Paragraph 2 feststellt, informiert er die von der Regierung bestimmte Dienststelle gemäß derselben Bestimmung darüber."

**Art. 20** - In Artikel D.400 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 2 werden die Wörter "D.183" durch die Wörter "D.183 Paragraph 3" ersetzt;

2° in Ziffer 3 werden die Wörter "D.184" durch die Wörter "D.183 Paragraph 1 und 2" ersetzt;

3° in Ziffer 4 wird die Wortfolge "Art. D.186 2. Absatz" durch die Wortfolge "D.187 Absatz 3 und 4" ersetzt;

4° in Ziffer 6 wird die Wortfolge "Abs. 3" durch die Wortfolge "Absatz 4" ersetzt;

5° in Ziffer 7 wird die Wortfolge "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser," durch die Wortfolge "Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

6° in Ziffer 9 werden die Wörter "1. Absatz," gestrichen.

**Art. 21** - In Artikel D.401 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. Februar 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wörter "der Abonent" werden durch die Wörter "der Eigentümer" ersetzt;

b) die Wörter "D.182 § 3" werden durch die Wörter "D.182 Paragraph 5" ersetzt;

2° in Ziffer 5 werden die Wörter "D.187 § 4" durch die Wörter "D.184 Paragraph 3" ersetzt.

**Art. 22** - Die gemäß Artikel D.192 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, gewährten Abweichungen, die am 12. Januar 2023 noch in Kraft sind, bleiben bis zu ihrem Ablaufdatum anwendbar. Sie können nur dann gemäß Artikel 11 des vorliegenden Dekrets verlängert werden, wenn die Abweichung noch kein zweites Mal zugelassen wurde.

Das Recht, bei der Kommission eine dritte Abweichung gemäß Artikel D.192 Paragraph 1 Absatz 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in der vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Fassung zu beantragen, bleibt für zweite Abweichungen, die am 12. Januar 2021 noch in Kraft sind, weiterhin anwendbar.

Im Hinblick auf das Wasserstoffpotenzial gilt die vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbare Abweichungsregelung gemäß Artikel D.192 in der vor ihrer Ersetzung durch das vorliegende Dekret geltenden Fassung weiter.

**Art. 23** - Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erstellt bis zum 12. Januar 2029 einen alle sechs Jahre zu aktualisierenden Datensatz mit Informationen über Maßnahmen, die getroffen wurden, um den Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch gemäß Artikel D.180 Paragraph 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zu verbessern und dessen Verwendung zu fördern, und über den Anteil ihrer Bevölkerung mit Zugang zu Wasser für den menschlichen Gebrauch; Wasser, das in Flaschen oder andere Behältnisse abgefüllt wird, ist hiervon ausgenommen.

Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erstellt bis zum 12. Juli 2027 einen alle sechs Jahre zu aktualisierenden Datensatz mit Informationen zur Bewertung und dem Management von Risiken in Verbindung mit den Einzugsgebieten von Entnahmestellen gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und bis zum 12. Januar 2029 einen alle sechs Jahre zu aktualisierenden Datensatz mit Informationen zur Bewertung der Risiken in Verbindung mit Hausinstallationen gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 6 desselben Gesetzbuches, einschließlich der folgenden Angaben:

1° Angaben über Einzugsgebiete von Entnahmestellen;

2° die Ergebnisse der Überwachung in den unter Ziffer 1 genannten Gebieten und an Örtlichkeiten, an denen spezifische Risiken für die Wasserqualität und die menschliche Gesundheit im Zuge der allgemeinen Risikoanalyse im Zusammenhang mit Hausinstallationen festgestellt wurden, die gemäß Artikel D.181 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, durchgeführt wurde;

3° Kurzinformatieën über die getroffenen Maßnahmen zum Management der Risiken zwecks Verhinderung oder Beherrschung von Risiken, die in Einzugsgebieten von Entnahmestellen von Wasser für den menschlichen Gebrauch festgestellt wurden, die geeigneten getroffenen Maßnahmen, um das Risiko der Nichteinhaltung der Parameterwerte gemäß Artikel D. 181 Paragraf 1 Ziffer 6 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zu beseitigen oder zu verringern, und die einschlägigen getroffenen Maßnahmen, um die Risiken im Zusammenhang mit Hausinstallationen in allen Hausinstallationen zu verringern.

Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erstellt bei Überschreitungen der mikrobiologischen und chemischen Parameterwerte einen jährlich zu aktualisierenden Datensatz mit den gesammelten Überwachungsergebnissen und Informationen über die von den Versorgern von Wasser für den menschlichen Gebrauch getroffenen Abhilfemaßnahmen.

Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erstellt einen jährlich zu aktualisierenden Datensatz mit Informationen über Vorfälle in Bezug auf Wasser für den menschlichen Gebrauch, die ungeachtet etwaiger Überschreitungen der Parameterwerte ein potenzielles Risiko für die menschliche Gesundheit darstellten, länger als zehn aufeinanderfolgende Tage andauerten und mindestens tausend Personen betrafen. Diese Informationen umfassen die Ursachen für diese Vorfälle und die Abhilfemaßnahmen, die von den Versorgern von Wasser für den menschlichen Gebrauch getroffen wurden.

Die Direktion der Untergrundgewässer der Abteilung Umwelt und Wasser des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt erstellt einen jährlich zu aktualisierenden Datensatz mit Informationen über alle Abweichungen, die gemäß Artikel D. 192 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zugelassen wurden.

Die Kommission, die Europäische Umweltagentur, abgekürzt EUA, und das Europäische Zentrum für die Prävention und die Kontrolle von Krankheiten können auf die in den Absätzen 1 bis 5 genannten Datensätze im Rahmen der ihnen durch die Richtlinie 2020/2184 des Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2020 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zugewiesenen Aufgaben zugreifen.

Der Zugang zu den in Absatz 6 genannten Daten kann aus einem der in Artikel 13 des Dekrets vom 22. Dezember 2010 über die wallonische Geodateninfrastruktur genannten Gründe verweigert werden.

Namur, den 20. April 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1202 (2022-2023) Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. April 2023

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45550]

**20 APRIL 2023. — Besluit tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt met betrekking tot de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt richtlijn (EU) 2020/2184 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** In artikel D.2 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 oktober 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 33° worden de woorden "zowel in openbare als in private plaatsen" ingevoegd tussen de woorden "huishoudelijke doeleinden" en de woorden ", ongeacht" en worden de woorden "een collectieve tank," ingevoegd tussen de woorden "een privé aansluitpunt," en de woorden "een watertankwagen";

2° punt 53° wordt vervangen als volgt:

"53° "waterleverancier": een entiteit die voor menselijke consumptie bestemd water levert, zoals de uitbater van een openbaar net voor de waterdistributie via waterleidingen, de uitbater van een privé-wateraanluitpunt waardoor de verbruikers via waterleidingen bevoorrad kunnen worden zonder dat een openbaar waterleidingennet ingeschakeld wordt, of de operator die water verstrekt met een watertankwagen of -boot;"

3° punt 54<sup>ter</sup> wordt vervangen als volgt:

"54<sup>ter</sup> "private distributie-installatie": de leidingen, toestellen en accessoires geïnstalleerd tussen de kranen die, zowel in openbare als in private ruimten, het onroerend goed en zijn uitrusting voorzien van water bestemd voor menselijke consumptie en die niet onder de verantwoordelijkheid van de leverancier vallen. Als het onroerend goed is aangesloten op een distributienetwerk, begint de private distributie-installatie op het knooppunt;"

4° er wordt een punt 54<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"54<sup>quater</sup> "prioritaire locaties": grote niet-residentiële locaties waar veel gebruikers potentieel blootgesteld zijn aan watergerelateerde risico's, in het bijzonder locaties die gebruikt worden door het publiek, in overeenstemming met de inventaris uitgevoerd door de Waalse Regering;"

5° in punt 70°, worden de woorden "tot en met de meter" vervangen door de woorden "tot het knooppunt".

**Art. 3.** In deel III, Titel I, Hoofdstuk I, afdeling I, wordt het opschrift van onderafdeling 1 van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt : "Doelstellingen en bevoegdverklaringen".

**Art. 4.** Artikel D.180 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. D.180. § 1. De Regering neemt de nodige maatregelen om de gezondheid en de zuiverheid van het water bestemd voor menselijke consumptie te garanderen; deze maatregelen zijn gebaseerd op het voorzorgsprincipe en leiden in geen geval, rechtstreeks of onrechtstreeks, tot een verslechtering van de huidige kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water, voor zover dit een invloed kan hebben op de bescherming van de menselijke gezondheid, of dat de verontreiniging van het voor de drinkwaterproductie bestemde water toeneemt.

§ 2 Onverminderd de artikelen D.183, § 1, en D.184, en het Sociaal Waterfonds, neemt de Regering, rekening houdend met lokale, regionale en culturele perspectieven en omstandigheden met betrekking tot de waterdistributie, de nodige maatregelen om de toegang voor iedereen tot voor menselijke consumptie bestemd water te verbeteren of te behouden, in het bijzonder voor kwetsbare en gemarginaliseerde groepen.

Daartoe moet de Regering :

1° de mensen identificeren die geen of beperkte toegang hebben tot water bestemd voor menselijke consumptie, met inbegrip van kwetsbare en gemarginaliseerde groepen, en de redenen hiervoor;

2° de mogelijkheden beoordelen om de toegang tot water voor deze mensen te verbeteren;

3° deze mensen informeren over de mogelijkheden om zich aan te sluiten op een distributienetwerk of op een andere manier toegang te krijgen tot water bestemd voor menselijke consumptie;

4° neemt de maatregelen die zij nodig en gepast acht, met inbegrip van het toekennen van subsidies, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, om de toegang tot water bestemd voor menselijke consumptie voor kwetsbare en gemarginaliseerde groepen te waarborgen; binnen dit kader kan de Regering een projectoproep lanceren ter ondersteuning van nieuwe collectieve maatregelen ontwikkeld door lokale entiteiten, openbare lichamen of andere rechtspersonen die actief zijn in de bescherming van kwetsbare en gemarginaliseerde personen. De subsidie bedraagt maximaal 50% van de kosten voor aankopen, werkzaamheden en erelonen.

De subsidiabele uitgaven hebben betrekking op de installatie van een waterfontein voor menselijke consumptie of andere uitrusting die toegang geeft tot water bestemd voor menselijke consumptie op door de overheid aangewezen openbare plaatsen. Deze uitgaven kunnen door geen enkel ander subsidiemechanisme worden gedekt. De overheid bepaalt de voorwaarden en de procedure voor deze projectoproepen.

§ 3. De Regering zorgt ervoor dat passende en actuele informatie over voor menselijke consumptie bestemd water beschikbaar is volgens de procedures die zij bepaalt, met inachtneming van de regels die van toepassing zijn op de bescherming van gegevens."

**Art. 5.** Artikel D.181 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 23 juni 2016, wordt hersteld als volgt :

"Art. D.181. § 1. Onverminderd de andere bevoegdheden waarin deze afdeling voorziet, en gelet op de doelstellingen van artikel D.180, kan de regering :

1° de kwaliteitsnormen vastleggen voor water bestemd voor menselijke consumptie in termen van parametrische, microbiologische en chemische waarden, evenals indicatorparameters voor controledoeleinden;

2° de punten bepalen waarop voldaan wordt aan de kwaliteitsnormen voor water bestemd voor menselijke consumptie;

3° de nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de levering, de behandeling en de distributie van water bestemd voor menselijke consumptie onderworpen worden aan een risicogebaseerde aanpak die de hele toeleveringsketen omvat, van het stroomgebied tot het punt van naleving, met inbegrip van de onttrekking, de behandeling, de opslag en de distributie van water;

4° de nodige maatregelen nemen om de risico's te evalueren die verbonden zijn aan de waterwinningsgebieden voor de onttrekkingspunten van voor menselijke consumptie bestemd water en om die risico's te beheren;

5° de nodige maatregelen nemen om de risico's te beoordelen en te beheren die verbonden zijn aan elk leveringssysteem, met inbegrip van de onttrekking, de behandeling, de opslag en de distributie van water bestemd voor menselijke consumptie tot op het distributiepunt;

6° de parameterwaarden voor de monitoring vastleggen en de nodige maatregelen nemen om de risico's te beoordelen die verbonden zijn aan de private distributie-installaties, onder meer op prioritaire locaties die zij bepaalt, en de relevante vereisten vastleggen voor de bemonsteringspunten met het oog op de monitoring van deze parameters;



7° minimumvereisten vaststellen voor chemische behandelingsmiddelen en filtermedia die in contact komen met water bestemd voor menselijke consumptie, zodat water dat ter beschikking van de consument wordt gesteld, voldoet aan de vereisten van dit hoofdstuk;

8° de nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water regelmatig wordt gecontroleerd;

9° de procedures bepalen voor corrigerende maatregelen en gebruiksbeperkingen bij niet-naleving van de kwaliteitsnormen voor water bestemd voor menselijke consumptie.

De beoordeling en het beheer van de risico's die verbonden zijn aan waterwinningsgebieden van onttrekkingspunten van voor menselijke consumptie bestemd water worden uiterlijk op 12 juli 2027 voor het eerst uitgevoerd. Deze risicobeoordeling en dit risicobeheer worden met regelmatige tussenpozen van niet meer dan zes jaar opnieuw bezien, rekening houdend met de in artikel D.168 vastgestelde vereisten, en zo nodig bijgewerkt. Deze beoordeling wordt uitgevoerd volgens de onttrekkingspunten, per grondwaterlichaam of per oppervlaktewaterlichaam in het kader van de stroomgebiedbeheerplannen waarnaar wordt verwezen in artikel D.24, § 3.

De Regering kan de overeenkomstig de artikelen D.17, D.17-1, D.17-2 en D.168 verzamelde informatie gebruiken om winningsgebieden voor onttrekkingspunten te karakteriseren en gevaren en gevaarlijke gebeurtenissen op te sporen. De Regering kan de monitoring die wordt uitgevoerd overeenkomstig de artikelen D.19 en D.168 of andere relevante wetgeving van de Europese Unie die zij bepaalt, gebruiken voor passende monitoring in het kader van de beoordeling van risico's in oppervlaktewater of grondwater of beide, met inbegrip van de opsporing van nieuwe stoffen die schadelijk zijn voor de menselijke gezondheid ten gevolge van het gebruik van voor menselijke consumptie bestemd water.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de betrokken waterleveranciers toegang kunnen krijgen tot de resultaten die zijn verkregen in het kader van de passende controle die met het oog op de risicobeoordeling wordt uitgevoerd.

De beoordeling en het beheer van de risico's die verbonden zijn aan bevoorradingssystemen worden uiterlijk op 12 januari 2029 voor het eerst uitgevoerd. Deze risicobeoordeling en dit risicobeheer worden met regelmatige tussenpozen van niet meer dan zes jaar opnieuw bezien, en zo nodig bijgewerkt.

De risicobeoordeling voor private distributie-installaties wordt uiterlijk op 12 januari 2029 voor het eerst uitgevoerd. Deze risicobeoordeling wordt elke zes jaar herzien en indien nodig bijgewerkt.

De in de leden 2 tot en met 6 genoemde termijnen beletten de Regering niet ervoor te zorgen dat maatregelen worden genomen zodra de risico's zijn geïdentificeerd en beoordeeld.

§ 2 De regering beoordeelt de niveaus van waterlekage op het grondgebied aan de hand van een geschikte methode en de mogelijkheden om de vermindering van waterlekage te verbeteren. Het legt de voorwaarden vast door middel van een actieplan dat een reeks maatregelen vastlegt die moeten worden genomen om deze lekken te verminderen, afhankelijk van het geval, door de leveranciers of door de beheerders van de wegen waaronder de pijpleidingen zich bevinden.

De Regering is bevoegd om het begrip waterlek te definiëren.”.

**Art. 6.** Artikel D.182 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.41-12. § 1. In de zin van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° “door de Regering aangewezen dienst”: de Directie Grondwater van de Afdeling Milieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu;

2° “gevaar”: een biologisch, chemisch, fysisch of radiologisch agens in het water, of een ander aspect van de toestand van het water, dat de gezondheid van de mens kan schaden.

§ 2 Deze sectie is van toepassing op al het water dat bestemd is voor menselijke consumptie, met uitzondering van :

1° natuurlijk mineraalwater dat als dusdanig erkend is overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 februari 1999 betreffende natuurlijk mineraalwater en bronwater;

2° geneeskrachtige wateren in de zin van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen voor menselijk gebruik;

3° voor menselijke consumptie bestemd water uit een individuele bron dat gemiddeld minder dan tien m<sup>3</sup> per dag levert of dat minder dan vijftig personen levert, tenzij het wordt geleverd in het kader van een commerciële, toeristische of openbare activiteit.

§ 2. De waterleveranciers bedoeld in paragraaf 2, 3°, zorgen ervoor dat de betrokken bevolking op de hoogte wordt gebracht van de vrijstelling bedoeld in paragraaf 2 en van elke maatregel die genomen kan worden om de menselijke gezondheid te beschermen tegen de nefaste gevolgen van verontreiniging van het voor menselijke consumptie bestemde water.

Wanneer bovendien blijkt dat de kwaliteit van dit water een potentieel gevaar vormt voor de menselijke gezondheid, geven ze de betrokken consumenten snel het gepaste advies.

§ 4. Waterleveranciers die gemiddeld minder dan tien m<sup>3</sup> water per dag leveren of die minder dan vijftig personen bedienen in het kader van een commerciële, toeristische of openbare activiteit, zijn eveneens onderworpen aan de verplichtingen, vermeld in artikel D.181, § 1, aan de bepalingen, vermeld in de artikelen D.183 en D.184, alsook aan de bepalingen, vermeld in de artikelen D.188 tot en met D.192, en aan de bepalingen krachtens deze artikelen. Zij zijn echter niet onderworpen aan de bepalingen van deze afdeling die betrekking hebben op de beoordeling en het beheer van de risico's voor de gezondheid van het water en die zijn vastgesteld krachtens artikel D.181, § 1, eerste lid, 3° tot en met 6°.

§ 5. In het geval van levering door een alternatieve of aanvullende bron voor het water dat wordt geleverd door een distributienetwerk, moet de eigenaar zorgen voor een volledige scheiding, zonder fysieke verbinding, van de twee leveringscircuits.”.

**Art. 7.** Artikel R.183 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

“Art. D.183. § 1. Als het water niet zuiver en proper is, mag het niet worden geleverd voor menselijke consumptie.

Onverminderd artikel D.192 wordt water bestemd voor menselijke consumptie als zuiver en proper beschouwd als aan alle volgende eisen wordt voldaan:

1° dit water geen aantal of concentratie micro-organismen, parasieten of stoffen bevat die een potentieel gevaar vormen voor de menselijke gezondheid;

2° dit water voldoet aan de door de Regering overeenkomstig artikel D.181, § 1, eerste lid, 1°, vastgestelde parameterwaarden voor de chemische en microbiologische parameters.

Met betrekking tot indicatorparameters worden parameterwaarden uitsluitend ingesteld voor controledoeleinden en om te voldoen aan de vereisten van artikel D.188 en D.190.

4. De regering stelt waarden vast voor aanvullende parameters die niet zijn opgenomen in de krachtens de leden 2 en 3 vastgestelde parameters, indien de bescherming van de volksgezondheid zulks vereist. De vastgestelde waarden voldoen minimaal aan de eisen van paragraaf 2, 1).

§ 2 Onverminderd artikel D.193bis, voldoen de leveranciers aan de andere maatregelen, eisen of procedures die door de Regering krachtens artikel D.181, § 1, zijn vastgesteld.

§ 3 De Regering bepaalt de procedure die moet worden gevolgd bij een incident dat de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water aantast.

Het geeft aan welke overheidsinstanties verantwoordelijk zijn voor het optreden en welke maatregelen de leveranciers minimaal moeten nemen om gevaar voor de consument te voorkomen en de gezondheid en zuiverheid van het water te herstellen”.

**Art. 8.** Artikel D.184 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.184. § 1. Aan de overeenkomstig artikel D.183, § 1, vastgestelde parameterwaarden wordt voldaan op het punt waar :

1° voor water bestemd voor menselijke consumptie geleverd door een distributienetwerk, op het punt waar, binnen gebouwen of in een inrichting, het water de kranen verlaat die normaal worden gebruikt voor water bestemd voor menselijke consumptie;

2° voor water bestemd voor menselijke consumptie geleverd uit een tankwagen of tankschip, op het punt waar het water de tankwagen of het tankschip verlaat;

3° voor water bestemd voor menselijke consumptie in flessen of verpakkingen, in geval van panne van het distributienet wegens niet-naleving van de parameterwaarden of panne van het net geregistreerd overeenkomstig artikel D.190, op het punt waar het water wordt verpakt in flessen of verpakkingen.

§ 2. Onverminderd de risicobeheersmaatregelen met betrekking tot de private distributie-installatie op de prioritairere plaatsen bepaald door de Regering, wordt de leverancier geacht zijn verplichtingen onder de artikelen D.183, § 1, en D.190, § 2, te hebben vervuld wanneer kan worden vastgesteld dat de niet-naleving van de parameterwaarden te wijten is aan de private distributie-installatie of het onderhoud ervan.

§ 3 Onverminderd artikel D.193bis, wanneer het risico bestaat dat het water niet voldoet aan de overeenkomstig artikel D.183, § 1, vastgestelde parameterwaarden, moet de leverancier :

1° passende maatregelen nemen om dit risico te verminderen of weg te nemen, door de eigenaars te adviseren over eventueel te nemen corrigerende maatregelen en, als dit risico zich uitbreidt tot het hele watervoorzieningsgebied, andere maatregelen nemen, zoals passende behandelingstechnieken, om de aard of de eigenschappen van het water te wijzigen voordat het wordt geleverd, zodat het risico dat de parameterwaarden na de levering niet worden nageleefd, wordt verminderd of weggenomen;

2° de betrokken consumenten informeren en adviseren over eventueel te nemen bijkomende corrigerende maatregelen.”.

**Art. 9.** Artikel D.185 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

“Art. D.185. Leveranciers nemen, in overeenstemming met de door de overheid vastgestelde procedures, deel aan de beoordeling van de risico's die verbonden zijn aan de winningsgebieden voor onttrekkingspunten waar voor menselijke consumptie bestemd water uit hun bevoorradingsstelsel wordt betrokken.

Waterleveranciers die, overeenkomstig artikel D.19, de monitoring uitvoeren in winningsgebieden voor onttrekkingspunten, of in ruw water, delen aan de door de Regering aangeduide dienst de resultaten mee met betrekking tot de parameters, stoffen of verontreinigende stoffen die worden gemonitord, alsook alle ongewone aantallen of concentraties die voor deze parameters, stoffen of verontreinigende stoffen worden vastgesteld.”.

**Art. 10.** Artikel R.186 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

“Art. D.186. De leverancier beoordeelt en beheert de risico's die verbonden zijn aan zijn leveringsstelsel, in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde procedures.

Waterleveranciers die geen distributeur zijn en die gemiddeld tussen tien m<sup>3</sup> en honderd m<sup>3</sup> per dag leveren of die tussen vijftig en vijfhonderd personen bevoorraden, zijn vrijgesteld van de verplichting om de risico's verbonden aan het bevoorradingsstelsel te evalueren en te beheren, op voorwaarde dat de Regering de criteria vastlegt voor het bepalen van de voorwaarden waaronder deze vrijstelling de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water niet in gevaar mag brengen. In het geval van een dergelijke vrijstelling voeren vrijgestelde waterleveranciers regelmatige controles uit overeenkomstig artikel D.188.

Als de leverancier niet over alle informatie beschikt die nodig is om een risicobeoordeling van zijn toeleveringsstelsel uit te voeren, verzamelt hij deze informatie bij zijn onderaannemers. Evenzo controleert hij, wanneer bij de beoordeling risico's voor het bevoorradingsstelsel in onderaanneming worden vastgesteld, of zijn onderaannemers de nodige risicobeheersmaatregelen toepassen die met het oog op de toepassing van dit artikel door de bevoegde autoriteit zijn vastgesteld.”.

**Art. 11.** Artikel D.187 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. D.187. De Regering bepaalt de lijst en de maximumdoses van stoffen die zijn toegestaan voor de bereiding of distributie van voor menselijke consumptie bestemd water.

Voor contact met drinkwater zijn alleen materialen toegestaan die worden gebruikt voor de distributie van drinkwater of voor water bestemd voor menselijke consumptie en die op de markt mogen worden gebracht, tenzij de specifieke kwaliteit van het lokale ruwe water vereist dat de Regering strengere beschermingsmaatregelen oplegt voor het gebruik van eindmaterialen in specifieke en naar behoren gemotiveerde omstandigheden.

De leverancier neemt alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat stoffen of materialen die worden gebruikt in nieuwe installaties en bij de versterking of herstelling van bestaande installaties en die worden gebruikt bij de bereiding of distributie van voor menselijke consumptie bestemd water, alsook onzuiverheden die in verband worden

gebracht met dergelijke stoffen of materialen die in nieuwe installaties worden gebruikt, niet aanwezig zijn in voor menselijke consumptie bestemd water in een concentratie die hoger is dan nodig is om het doel te bereiken waarvoor zij worden gebruikt en dat zij niet direct of indirect de bescherming van de volksgezondheid, zoals bepaald in deze afdeling, verminderen. Bovendien veranderen ze de kleur, geur en smaak van het water niet en stimuleren ze de ontwikkeling van microbiële flora niet.

Hetzelfde geldt voor chemische behandelingsmiddelen en filtermedia die in contact komen met water bestemd voor menselijke consumptie.”

**Art. 12.** In artikel D.188 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “overeenkomstig artikel 185” vervangen door de woorden

“overeenkomstig artikel D.183, § 1”;

b) in lid 2 worden de woorden “Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “aan de door de Regering aangewezen dienst”;

2° paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

“Onverminderd artikel D.187, lid 2, worden deze controleprogramma’s toegespitst op de bevoorrading, en houden ze rekening met de resultaten van de risicobeoordeling voor de waterwinningspunten en verband houdend met de bevoorradingssystemen. Op grond van de krachtens artikel D.181, § 1, lid 2, ingewonnen informatie en de krachtens artikel D.185, lid 2, ingewonnen informatie kan de Regering, onder beperkte voorwaarden:

1° de leveranciers de uitvoering van een toezicht of een bijkomende behandeling voor sommige parameters opleggen;

2° leveranciers toestaan de frequentie van het toezicht op een parameter te verlagen of een parameter te schrappen van de lijst van de parameters onder toezicht, zonder een risicobeoordeling van het leveringssysteem uit te voeren. Wanneer een waterleverancier gemachtigd is om de frequentie van het toezicht op een parameter te verlagen of een parameter te schrappen uit de lijst van parameters die onder toezicht staan, vergewist de Regering zich ervan dat er een gepast toezicht op deze parameters plaatsvindt wanneer de beoordeling en het beheer van risico’s in verband met de winningsgebieden herbekeken worden voor de winningspunten bedoeld onder artikel D.181, § 1, lid 2. »;

3° in paragraaf 4 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “overeenkomstig artikel 185” worden vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel D.183, § 1”;

b) de woorden “in artikel 183” worden vervangen door de woorden “in artikel D.183, § 3”;

4° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“ § 5. Op grond van de aandachtstoffenlijst vastgesteld door de Europese Commissie krachtens richtlijn (EU) 2020/2184 of van wetenschappelijke studies uitgevoerd onder de leiding van de Europese Unie of van het Waals Gewest kan de Regering de leveranciers controles opleggen met betrekking tot stoffen of samenstellingen die een gezondheidsbepaardend risico voor de burgers of voor de wetenschappelijke milieus vormen, bijvoorbeeld de farmaceutische producten, de samenstellingen die het endocrien systeem verstoren of de microplastics. Daartoe wordt een aandachtstoffenlijst vastgesteld.

Op grond van wetenschappelijke studies zoals bedoeld in paragraaf 1 waaruit een aangetoond risico voor de menselijke gezondheid bestaat wegens de aanwezigheid van stoffen of samenstellingen in water bestemd voor menselijke consumptie, kan zij eveneens de leveranciers ertoe verplichten om na te gaan of de behandeling passend is om de indicatieve waarde te bereiken of desnoods om de behandeling te verbeteren. Zij zorgt ervoor dat controles worden uitgevoerd op relevante punten in de leveringsketen voor water dat bestemd is voor menselijke consumptie. ».

**Art. 13.** In artikel D.190 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “onder voorbehoud van artikel 187, § 2” worden vervangen door de woorden “onder voorbehoud van artikel D.184, § 2” en de woorden “overeenkomstig artikel 185” worden vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel D.183, § 1, ”;

b) het woord “risque” wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord “danger”;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 2 wordt het woord “risico” vervangen door het woord “gevaar”;

b) in lid 3 worden de woorden “, het potentiële gevaar voor de menselijke gezondheid, de oorzaak daarvan, de overschrijding van de parameterwaarde” ingevoegd tussen de woorden “de toestand” en de woorden “en geeft hij hen in voorkomend geval”;

3° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “overeenkomstig artikel 185” vervangen door de woorden

“overeenkomstig artikel D.183, § 1”;

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“In dat geval informeert hij onmiddellijk de consumenten en verstrekt hen de nodige raad over de consumptie- en gebruiksvoorwaarden van water, waarbij in het bijzonder rekening wordt gehouden met de bevolkingsgroepen waarvoor het gezondheidsrisico in verband met water het hoogst is en werkt hij deze raad regelmatig bij. Hij licht de consumenten in als eenmaal is vastgesteld dat ieder potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid geweken is en licht hij ze erover in dat de dienstverlening weer normaal is geworden. »;

4° in de paragrafen 1 tot 3 worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de door de Regering aangewezen dienst”;

5° paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

“Zij kan nadere communicatieregels voor de consumenten vaststellen en communicatie-eisen vaststellen bij niet-conformiteit met de minimumvereisten voor de parameterwaarden vastgesteld krachtens artikel D.183, § 1, tweede lid. »;

6° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt:

« § 6. Wanneer een parameterwaarde of een specificatie voor een indicator-parameter bedoeld in artikel D.181, § 1, lid 1, 1°, of voor een stof of een samenstelling opgenomen in de aandachtstoffenlijst vastgesteld krachtens artikel D.188, § 5, een risico voor de menselijke gezondheid vormt, kan de Regering correctie maatregelen opleggen om de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water te herstellen wanneer zulks nodig is om de menselijke gezondheid te beschermen. ».

**Art. 14.** In artikel 191 van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, worden de woorden "in artikel 185" vervangen door de woorden "in artikel D.183, § 1,"

**Art. 15.** In artikel D.192 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Regering kan afwijkingen toestaan voor de chemische parameterwaarden en de bijkomende waarden vastgesteld krachtens artikel D.183, § 1, voor zover zij geen potentieel gevaar vormen voor de gezondheid van de personen en er geen ander redelijk middel voorhanden is om de distributie van water bestemd voor menselijke consumptie in het betrokken distributiegebied in stand te houden.

Deze afwijkingen worden in de tijd beperkt en mogen niet langer dan drie jaar duren.

Aan het einde van deze periode beoordeelt de Regering of er voldoende vooruitgang is geboekt. In uitzonderlijke omstandigheden kan de Regering in de gevallen, bedoeld in 1° en 2° van het vijfde lid, een tweede afwijking toestaan voor een maximumperiode van drie jaar. Deze afwijking wordt toegestaan nadat deze beoordeling en de redenen die deze tweede afwijking rechtvaardigen, zijn meegedeeld aan de Europese Commissie.

Elke vrijstelling die door de Regering wordt verleend, moet de volgende informatie bevatten:

- 1° de redenen voor de afwijking;
- 2° de betrokken parameter, de relevante resultaten van vroegere controles, en de toelaatbare maximumwaarde bepaald uit hoofde van de afwijking;
- 3° de geografische zone, de hoeveelheid water die dagelijks wordt verdeeld, de getroffen bevolking en de eventuele gevolgen voor de betrokken levensmiddelenbedrijven;
- 4° een aangepast controleprogramma met, indien nodig, frequentere controles;
- 5° een samenvatting van het plan voor de nodige corrigerende maatregelen, met inbegrip van een tijdschema voor de werkzaamheden, een raming van de kosten en de regelingen voor de evaluatie van de resultaten;
- 6° de vereiste duur van de afwijking, beperkt tot een zo kort mogelijke periode.

De afwijkingen hebben geen betrekking op microbiologische factoren. Ze zijn beperkt tot de volgende gevallen:

- 1° een nieuw waterwinningsgebied voor de onttrekking van water bestemd voor menselijke consumptie;
- 2° een nieuwe bron van verontreiniging ontdekt in het waterwinningsgebied voor de onttrekking van water bestemd voor menselijke consumptie, of parameters die het voorwerp zijn geweest van recent onderzoek of recente detectie, of;
- 3° een onvoorziene en uitzonderlijke situatie, in een bestaand waterwinningsgebied voor de onttrekking van water bestemd voor menselijke consumptie, die kan leiden tot beperkte tijdelijke overschrijdingen van parameterwaarden. »;
- 2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen dienst";
- 3° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf , luidend als volgt:

"3 Dit artikel is niet van toepassing op voor menselijke consumptie bestemd water in flessen of verpakkingen."

**Art. 16.** In artikel D.193 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Ten minste eenmaal per jaar informeert de leverancier de gebruikers over de kwaliteit van het geleverde water tijdens het vorige kalenderjaar. De informatie omvat het advies van de door de Regering aangewezen dienst over de mogelijke gevolgen van de kwaliteit van het geleverde water voor de gezondheid van de consument.

De leverancier levert adequate en actuele informatie over de kwaliteit van het geleverde water in het distributiegebied dat hij bevoorraadt. Hij verschafft de volgende informatie op regelmatige basis, en ten minste eenmaal per jaar:

- 1° informatie over de kwaliteit van water bestemd voor menselijke consumptie, inclusief indicatorparameters;
- 2° de prijs van het geleverde water voor menselijke consumptie, per liter en per kubieke meter;
- 3° het door het huishouden verbruikte volume, ten minste per jaar of per facturingsperiode, en de jaarlijkse verbruikstrends van het huishouden, voor zover dit technisch haalbaar is en indien deze informatie beschikbaar is;
- 4° een vergelijking van het jaarlijkse waterverbruik van het huishouden met het gemiddelde verbruik van het huishouden, indien van toepassing, overeenkomstig 3°;
- 5° een link naar de website met de informatie bedoeld in paragraaf 2.

De Regering specificeert de voorwaarden waaronder waterleveranciers die ten minste tienduizend m3 per dag leveren of ten minste vijftigduizend mensen bedienen, jaarlijks aanvullende informatie aan consumenten communiceren.;"

2° in paragraaf 2 worden de woorden "het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen dienst";

3° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "Conseil Régional wallon" worden, in de Franse versie, vervangen door de woorden "Parlement wallon";

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“De door de Regering aangewezen dienst verzamelt en actualiseert de gegevens die nodig zijn om de verslagen op te stellen die nodig zijn voor de uitvoering van Richtlijn (EU) 2020/2184 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.”;

4° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

“§ 4. De paragrafen 1 en 2 doen geen afbreuk aan titel I van deel III van boek I van het Wetboek van Leefmilieu en aan het decreet van 22 december 2010 betreffende de de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie. ».

**Art. 17.** In deel III, titel I, hoofdstuk I, afdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 4, met als opschrift: “Beoordeling van de risico’s in verband met particuliere distributiesystemen”, ingevoegd.

**Art. 18.** In deel III, titel I, hoofdstuk I, afdeling I, wordt in de bij artikel 17 ingevoegde nieuwe onderafdeling 4 het volgende artikel D.193bis ingevoegd:

“Art. D.193bis. § 1. Om de risico’s te beoordelen in verband met de privé-installaties voor de distributie van voor menselijke consumptie bestemd water voert de Regering een algemene analyse uit van de potentiële risico’s verbonden aan privé-verdelingsinstallaties als bedoeld in dit hoofdstuk, alsook aan daarmee gepaard gaande producten en materialen. Deze analyse wordt uiterlijk op 12 januari 2026 uitgevoerd.

Deze algemene analyse maakt de potentiële risico’s duidelijk, verbonden aan deze verdelingsinstallaties en aan de daarmee gepaard gaande producten en materialen waarbij bepaald kan worden of de potentiële risico’s een effect hebben op de waterkwaliteit daar waar het water uit de kranen stroomt die normalerwijze worden gebruikt bij menselijke consumptie. Deze analyse heeft geen betrekking op individuele eigendommen.

§ 2. De Regering voert een toezichtssysteem in op de relevante parameters met als doel de beoordeling van de risico’s verband houdend met de privé-verdelingsinstallaties bedoeld in artikel D.181, § 1, lid 1, 6°, in de plaatsen waar, bij de algemene analyse bedoeld in paragraaf 1, bijzondere risico’s voor de waterkwaliteit en de menselijke gezondheid zijn aangetroffen.

Dat toezicht kan een verplichting tot zelftoezicht en een verplichting tot communicatie van de resultaten aan de door de Regering aangewezen dienst inhouden. Bemonstering en analyse worden uitgevoerd in overeenstemming met artikel D.188, § 3.

§ 3. Wanneer de algemene analyse van de potentiële risico’s die kunnen voorkomen in privé-verdelingsinstallaties en de daarmee gepaard gaande producten en materialen duidelijk maakt dat er een risico bestaat voor de menselijke gezondheid wegens privé-verdelingsinstallaties of daarmee gepaard gaande producten en materialen of wanneer het toezicht van de relevante parameters voor deze beoordeling aantoont dat de parameterwaarden niet worden nagekomen, worden er door de Regering passende maatregelen genomen om het risico op niet-inachtneming van deze waarden uit te schakelen of te beperken.

Wat betreft de Legionella bacteriën, hebben deze maatregelen minstens betrekking op de prioritaire plaatsen. ».

**Art. 19.** In artikel D.227ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “D.182, § 3” vervangen door de woorden “D.182, § 5”;

2° in paragraaf 3 wordt de eerste zin aangevuld met volgende zin: “Wanneer de certificeerder tijdens de uitoefening van zijn opdrachten een risico en de aanwezigheid van relevante parameters vaststelt overeenkomstig artikel D.193bis, § 2, informeert hij de dienst die door de Regering is aangewezen overeenkomstig deze zelfde bepaling.”.

**Art. 20.** In artikel D.400 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden “D.183” vervangen door de woorden “D.183, § 3”;

2° in 3° worden de woorden “D.184” vervangen door de woorden “D.183, § 1 en 2”;

3° in 4° worden de woorden “D.186, tweede lid” vervangen door de woorden “D.187, leden 3 en 4”;

4° in 6° worden de woorden “derde lid” vervangen door de woorden “vierde lid”;

5° in 7°, worden de woorden “het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water” vervangen door de woorden “de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”;

6° in 9° worden de woorden “, eerste lid” opgeheven.

**Art. 21.** In artikel D.401 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “de abonnee” worden vervangen door “de eigenaar”;

b) de woorden “D.182, § 3” worden vervangen door de woorden “D.182, § 5”;

2° in 5° worden de woorden “D.187, § 4” vervangen door de woorden “D.184, § 3”.

**Art. 22.** De afwijkingen die zijn verleend op grond van artikel D.192 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en die op 12 januari 2023 nog van toepassing zijn, blijven van toepassing tot hun datum van verstrijken. Ze kunnen alleen worden verlengd in overeenstemming met artikel 11 van dit decreet als er nog geen tweede afwijking is verleend.

Het recht om bij de Commissie een derde afwijking aan te vragen overeenkomstig artikel D.192, § 1, tweede lid, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, zoals van kracht zijnde voor de inwerkingtreding van dit decreet, blijft van toepassing voor de tweede afwijkingen die nog steeds van kracht zijn op 12 januari 2021.

Wat betreft het waterstofpotentieel blijft het afwijkingenstelsel, van toepassing voor de inwerkingtreding van dit decreet, van toepassing overeenkomstig artikel D.192 zoals van kracht voor de vervanging ervan door dit decreet.

**Art. 23.** De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, stelt vast tegen uiterlijk 12 januari 2029 en werkt vervolgens om de zes jaar bij een reeks gegeven bevattende informatie over de genomen maatregelen voor een verbeterde toegang tot water bestemd voor menselijke consumptie en de bevordering van het gebruik ervan overeenkomstig artikel D.180, § 2,

van boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek bevat, en over het deel van hun bevolking dat toegang heeft tot water bestemd voor de menselijke consumptie, dit betreft niet het water in flessen of verpakkingen.

De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, stelt vast tegen uiterlijk 12 juli 2027 en werkt vervolgens om de zes jaar bij, een reeks gegevens bevattende informatie over de beoordeling en het beheer van risico's in verband met winningsgebieden voor waterwinningspunten, uitgevoerd krachtens artikel D.181, § 1, eerste lid, 4°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek bevat, en stelt uiterlijk op 12 januari 2029 vast en werkt vervolgens om de zes jaar bij, een reeks gegevens bevattende informatie over de beoordeling van risico's verbonden aan privé-verdelingsinstallaties uitgevoerd krachtens artikel D.181, § 1, eerste lid, 6°, van hetzelfde wetboek, bevattende volgende elementen:

1° informatie over de waterwinningsgebieden voor de waterwinningspunten;

2° de resultaten van het toezicht in de gebieden bedoeld onder 1° en in de plaatsen waar bijzondere risico's voor de waterkwaliteit en de menselijke gezondheid zijn aangetroffen, in de loop van de algemene analyse van de risico's verbonden aan de privé-verdelingsinstallaties uitgevoerd krachtens artikel D.181, § 1, eerste lid, 6°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek bevat;

3° bondige informatie over de beheersmaatregelen van de risico's, genomen om de in de waterwinningsgebieden opgelijste risico's voor winningspunten waar water bestemd voor menselijke consumptie wordt afgetapt te voorkomen of te beheersen, over de passende maatregelen genomen om het risico op niet-inachtneming van de parameterwaarden vastgesteld krachtens artikel D.181, § 1, 6°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, uit te schakelen of in te perken en over de relevante maatregelen genomen om de risico's te verminderen in verband met de privé-verdeling in alle privé-verdelingsinstallaties.

De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu stelt vast en werkt vervolgens jaarlijks bij, een reeks gegevens bevattende de resultaten van het toezicht in geval van overschrijding van de microbiologische en chemische parameterwaarden, evenals de informatie over de correctie maatregelen genomen door de leveranciers van water bestemd voor menselijke consumptie.

De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu stelt vast en werkt vervolgens jaarlijks bij, een reeks gegevens bevattende informatie over de incidenten in verband met water bestemd voor de menselijke consumptie met een duur langer dan tien opeenvolgende dagen die aan de oorsprong is geweest van een potentieel risico voor de menselijke gezondheid en minstens tien duizend personen heeft getroffen, ongeacht of de parameterwaarden al dan niet zijn nageleefd. Deze informatie bevat de oorzaken van deze incidenten en de correctie maatregelen genomen door de leveranciers van water bestemd voor menselijke consumptie.

De Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu stelt vast en werkt vervolgens jaarlijks bij, een reeks gegevens bevattende informatie over de gezamenlijke afwijkingen toegekend krachtens artikel D.192 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek bevat.

De Commissie, het Europees Milieu Agentschap en het Europees Centrum voor ziektepreventie- en bestrijding hebben toegang tot de reeksen gegevens bedoeld in de leden 1 tot 5, in het kader van de hen toegewezen opdrachten overeenkomstig Richtlijn 2020/2184 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

De toegang tot de gegevens bedoeld in lid 6 kan worden geweigerd om één van de redenen bedoeld in artikel 13 van het decreet van 22 december 2010 betreffende de Waalse infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

Namen, 20 april 2023.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werkgelegenheid, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Rechten van de Vrouw,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waalse Parlement 1202 (2022-2023) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 april 2023.

Bespreking.

Stemming.